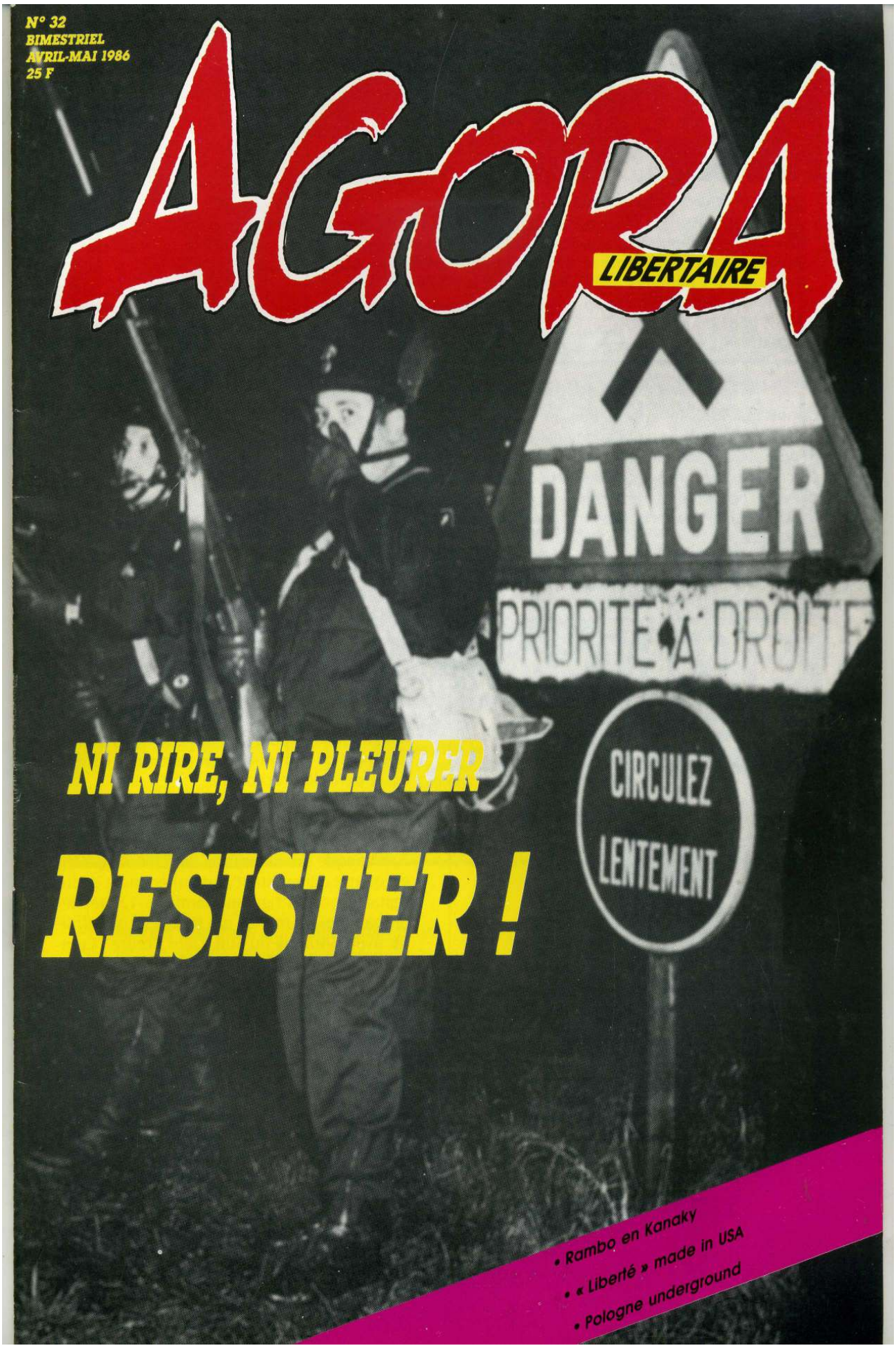
N° 32
BIMESTRIEL
AVRIL-MAI 1986
25 F

AGORA LIBERTAIRE



NI RIRE, NI PLEURER

RESISTER !

- Rambo en Kanaky
- « Liberté » made in USA
- Pologne underground

BOYCOTTONS LE FRIC DU SUD

LE régime criminel d'Afrique du Sud fait chaque jour de nouvelles victimes, hommes, femmes et enfants. L'arrêt de toute collaboration économique, aussi bien que militaire, nucléaire, technologique, politique avec les dirigeants racistes de Prétoria, porterait un coup fatal à leur domination sanglante et hâterait la libération du peuple noir. C'est ce que réclament avec insistance les militants antiracistes Sud-Africains.

Il nous appartient d'imposer au Gouvernement français de prendre des mesures dans ce sens. Mais, nous pouvons aussi agir personnellement, en refusant de financier l'apartheid avec notre argent.

DES FRUITS TACHÉS DE SANG

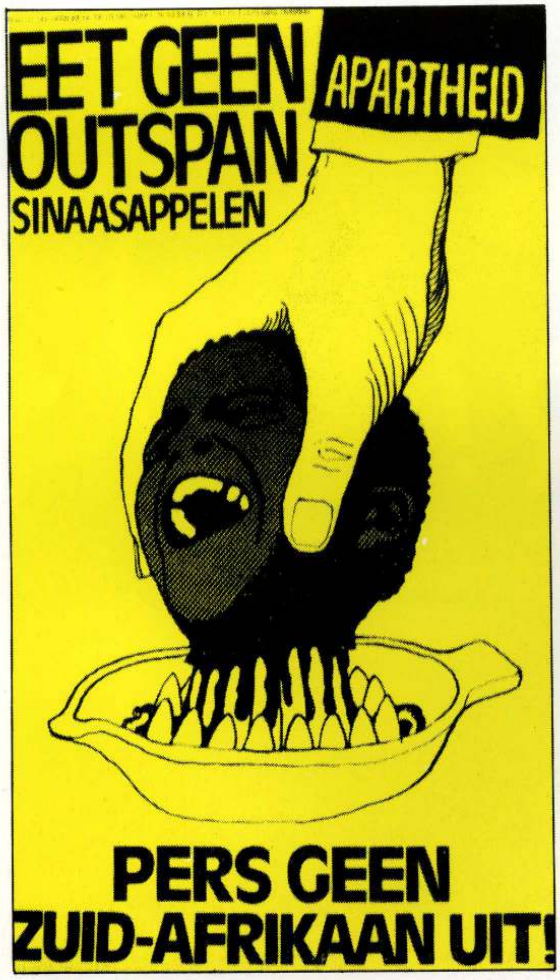
Depuis mai 1981, les importations en France de fruits d'Afrique du Sud ont augmenté de 240%. Repérez-les, et boycottez-les, en expliquant aux commerçants les raisons de cet acte de solidarité avec les populations opprimées par l'apartheid. Voici les marques sud-africaines les plus répandues :

FRUITS : **OUTSPAN** (oranges, citrons, pamplemousses), **WESTPHALIA** (avocats), **CAPE** (pommes « Cranny Smith », poires « Beurre Bosce », raisins).

CONSERVES : les ananas **SUN DOR, GOLD DISH, SINGORA** ou **MAJECTIC.** Les pêches **GOLD DISH** ou **SUN DOR,** les poires **SOUTHERN PRIDE, SINGORA** ou **SUN DOR,** les raisins **BAYERWALD.** Autres marques sud-africaines : **GLOD REEF, SILVER, SUMMIT, KCO, ARMOUR, KLOOF** et **PEARL.**

VINS **:** Fleurs du **CAP, PEARL, SAINSBURY, STELLENBOSCH, HUGUENOT HERITAGE.**

TABACS : **ROTHMANS**



LES BANQUES DE L'APARTHEID

23 banques françaises ont accordé à l'Afrique du Sud, du milieu de 82 à fin 84, 23 prêts d'un montant global de 1 094,8 millions de dollars (près de 10 milliards de francs) ; le double de la période précédente.

C'est la quasi totalité du système bancaire français (nationalisé) qui est engagé dans le soutien à l'apartheid. Chacun peut donc demander à sa banque des comptes à ce sujet. Mais il en est quatre qui méritent particulièrement d'être signalées, celles figurant parmi les 12 premières banques du monde qui font le plus d'affaires avec l'Afrique du Sud. Dans l'ordre : **Compagnie financière de Paribas, Compagnie financière de Suez, Crédit Commercial de France, Société Générale.**

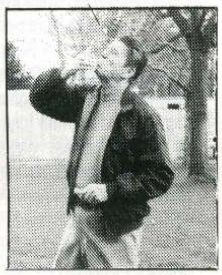
LE CARBURANT DE LA REPRESSION

De nombreuses compagnies pétrolières alimentent la machine économique de l'apartheid. **TOTAL** a le triste privilège d'être le fournisseur attitré de la police et de l'armée sud-africaine, qui se livrent quotidiennement à la répression féroce que l'on sait (600 morts en un an, soit en moyenne 12 par semaine). Pensez-y en faisant le plein de votre voiture.

Et pour finir ce triste catalogue, sachez que les jus de fruit **PAMPRYL** sont réalisés avec des fruits en provenance d'Afrique du Sud.

10

Cohabitation ou pas, l'espoir d'une alternative à gauche de la gauche reste vivace.



18

Malgré Haïti et Philippines, les cow-boys yankees sont loin de s'être reconvertis dans la non-intervention militaire.

SOMMAIRE

PLEINS FEUX

4. Flash-back : Tiers-mondisme, rêves et réalités.
6. Ethiopie : Une famine socialiste.
8. Gros sous : La petite dette qui monte.

HEXAGONE

10. Elections : Ni rire, ni pleurer. Résister !
12. Syndicats : Edmond ou la stratégie de l'impasse.

LIBRE SERVICE

14. Deuxième droite : Sous les pavés... la bourse !

SANS FRONTIERE

16. OAS : Rambo en Kanaky.
18. Reaganisme : La « liberté » made in U.S.A.

ARGUMENTS

21. Langues de bois : Le degré zéro de l'écriture.

SAUVAGE

24. Amazonie : Des forêts et des hommes.

COPYRIGHT

28. Pologne : Culture sous chape de plomb.

NOTRE MEMOIRE

32. 1906 : La question des huit heures.

RUBRIQUES

9. Actuelles : des brèves qui en disent long.
20. Speed : partout ailleurs, c'est ici.
23. Zone : Culture ? Vous avez dit culture ?.
26. Kiosque : il pleut des livres.
35. Mégaphone : où, quand et comment ?

Proclamons bien haut qui nous sommes, et que tout le monde écoute.
Puis, à la fin, que chacun s'habille comme bon lui semble et descende dans la rue car tout reste à faire et tout est possible...
Nous avons tourné la page depuis longtemps.
Pourtant certains s'obstinent à lire encore le même passage.

MIQUEL MARTI I POL

Directeur de Publication : **Solon Amoros.** ***Equipe de rédaction :*** **Claude Ariso, Juanito Marcos, Michel Auvray, Jean-Louis Nadar, Tony Alvarez, Madi Nina, Denis, Serge Etarcos, Josy Gary, Solon Amoros, Violette Marcos, Cécile Bataillon, Marc Letondor.** ***Correspondance :*** **AGORA, B.P. 3098 - 31026 Toulouse Cedex. Tél. 61 59 24 01.** ***Imprimerie :*** **SACCO, 10, rue Gazagne, 31300 Toulouse. Tél. 61 42 03 30.** ***Prix du numéro :*** **25 F.** ***Abonnement :*** **5 numéros : 125 F (Etranger, DOM-TOM : 135 F. Par avion : 155 F).** ***Abonnement de soutien :*** **200 F et plus. Pour tout versement : AGORA, C.C.P. 3-716-17 Y Toulouse.** ***Commission Paritaire :*** **62601** ***I.S.S.N. :*** **0245-3630.** ***Dépôt Légal :*** **à parution.** ***Ont été mis à contribution pour ce numéro :*** **Julie Desgranges, Michel Auvray, le gan J.J.F.M., Dominique Deschamps, Trempas, Tony Alvarez, Claude Ariso, Violette Marcos, Cécile Bataillon, Jean-Louis Socram, Marc Letondor, Denis, M. Da Silva, Juan Hernandez, Madi Nina, Hervé Favreaud et « Solidarnosc », MRAP et « Canal Sud ».**

PLEINS FEUX TIERS-MONDE

TIERS-MONDISME, RÊVES ET REALITES

« On ne doit pas se taire sous prétexte qu'il faut sauver ce qui peut être sauvé »

IL est bien connu que Staline, par son seul regard, multipliait par trois la production de blé en Ukraine. Mais, uniquement s'il le désirait...
Mao fit mieux : grâce aux instructions contenues dans un fascicule rouge, tous les chinois eurent ce don.

EN France, la guerre d'Algérie fut le point de départ de la vague tiers-mondiste. Le livre de Frantz Fanon, « Les damnés de la terre », paru en 1961, dénonçait les méfaits du colonialisme et il devint vite l'ouvrage de référence pour tous ceux que les dramatiques événements algériens avaient ébranlés.

Le retentissement des « Damnés » fut augmenté par la préface fulgurante que Sartre lui consacrât. Celui-ci venait, depuis peu, de quitter les « compagnons de route » du PCF et son texte allait poser les jalons d'un tiers-mondisme culpabilisant, puisqu'il écrivait : « ayez le courage de lire Fanon : pour cette raison qu'il vous fera honte et que la honte, comme disait Marx, est un sentiment révolutionnaire ». Les dés étaient jetés : pendant vingt ans, tiers-mondisme et luttes anti-impérialistes, se trouvèrent intimement mêlés. Le tout en version maxiste-léniniste.

Tous les tiers-mondistes ne se coulèrent pas dans ce moule. Des cathos de gauche aux libertaires, en passant par les situationnistes et S. Leys, nombreux furent ceux qui tout en scandant : « Halte aux impérialismes, » refusaient de crier : « Hô ! Hô ! HôchiMinh ! ». Mais le vent de l'histoire ne leur était pas favorable. Et si leurs opinions n'étaient pas toujours attribuées à la CIA, elles étaient très rarement entendues. L'époque était à l'intégrisme marxiste-léniniste.

« COMME UN POISSON DANS L'EAU »

LES Guevaristes ouvrirent la voie. Cuba fut la première écharde dans l'empire yankee. Fidel fermait les casinos de Batista et, enfin, le « peuple » cubain connaissait la liberté. Surtout il oubliait la faim. Dans toute l'Amérique latine, Guévara allumait des incendies qui devaient chasser les Américains et donc, automatiquement, grâce à la présence d'un « authentique parti révolutionnaire », mettre en place les « conditions objectives d'un véritable développement ». La langue de bois, traduite en langage tiers-mondiste fit alors recette. En la matière, les Maos furent des artistes.

Après avoir tâtonné, hésité sur le VietNam, ils « s'éclatèrent » littéralement sur la Chine. Enfin ils avaient trouvé « le » modèle. Les staliniens les plus orthodoxes purent avec émerveillement reconnaître leurs petits. M. Loi, en 1973 écrivait ainsi : « Si, après une journée bien remplie en Chine, vous n'avez entendu personne grogner, ... c'est un signe de la fraternité fondamentale, de la probité quasi passionnée, de l'altruisme attentif de l'homme socialiste » (sic). Aragon écrivant des odes à Staline avait-il fait mieux ? Difficile de trancher. De Regis Debray (conseiller du prince il y a peu) à ces maos, les thèmes étaient communs. Et, à défaut de l'Amérique centrale c'était la Chine qui devenait le nouveau monde. Mieux, elle était le modèle à suivre pour tous les pays sous-développés.

«LE GRAND BOND EN AVANT » EN FERMANT LES YEUX...

IL est bien connu que Staline, par son seul regard, multipliait par trois la production de blé en Ukraine. Mais, uniquement, s'il le désirait... Mao fit mieux : grâce aux instructions contenues dans un fascicule rouge, tous les chinois eurent ce don. A 10 000 km de là, en France, les zélateurs du nouveau culte, sans la moindre nuance, propageaient la « bonne nouvelle ». De la fringante intelligentsia parisienne formée à Normale Sup jusqu'aux modestes « sponts » de banlieues, tous participaient de la même religion. Le Tiers monde, c'était simple : des pays affamés, dominés par l'impérialisme yankee et ses sbires. Le développement serait aussi très simple : le « peuple entier » met fin à la dépendance et le parti, soutenu par une « saine » idéologie, donne à manger à 700 millions de chinois. De l'Afrique à l'Asie, la solution était trouvée. La preuve se trouvait en Chine. Les rares mécréants qui mettaient en doute

• *Après Marx, avril.*
Après Mao, juin.

le dogme ne pouvaient, bien sûr, qu'être des suppôts de Satan. En langage moderne, ils étaient payés par la CIA. S. Leys, qui dénonçait ce type de charlatanisme, fit les frais d'une telle dévotion. Son bouquin, « Les habits neufs du président Mao », dans lequel il dénonçait la répression, le totalitarisme et émettait des réserves quant à la croissance économique, fut mis à l'index.

Il est difficile d'imaginer combien prégnante fut cette « analyse » du Tiers monde. Tous les chercheurs, tous les politologues en furent imprégnés. Peyrefitte lui même, en « fin » sinologue, put écrire que : « ... Les chinois ne ressentent pas la privation des libertés parce qu'ils ne les ont jamais pratiquées... »

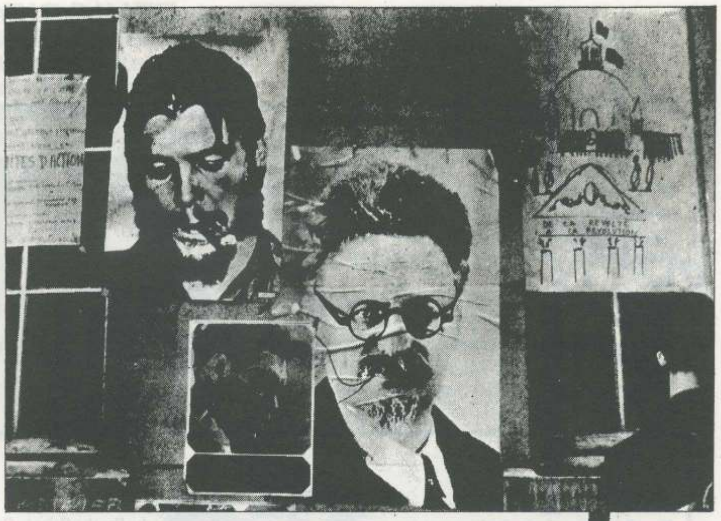
A travers ce fatras idéologique, le Tiers Monde n'était qu'une entité famélique et prolifique. La solution chinoise était la seule et la meilleure. Et du moment que la population se nourrissait, qu'importait la répression, les camps, l'absence de liberté. Le tiers monde, c'était alors, l'URSS des années 30.

LE REFLUX RELIGIEUX

PLUSIEURS phénomènes contribuèrent à éclaircir les rangs maoïstes. Mais avant de découvrir l'absurdité de leurs idoles, c'est sur la possibilité de « leur » révolution, en France, qu'ils perdirent la foi. Les plus tenaces, les plus religieux, se mêlèrent à la vague hyppie qui s'effilochait déjà, et partirent à la « rencontre » du Tiers monde. Le « Spont » devint le « paumé » de Katmandou. Il n'alla pas cultiver la terre au Sahel, comme le faisaient depuis longtemps des cathos de gauche, mais il partit vers l'Inde où, là, les pauvres étaient vraiment pauvres, et où, l'extrême sous-développement correspondait le mieux à cette image d'Epinal qui lui avait servi de modèle de référence pendant des années. Incapable de s'intégrer (on ne rêve pas éveillé), il resta dans une marginalité plus ou moins enfumée. Quelques rapatriements sanitaires évitèrent parfois le pire. Tout le monde n'est pas Rimbaud !

Mais les Maos convertis aux joies du tourisme désabusé ne furent pas très nombreux. C'est peut-être dommage...

Le gros des troupes resta en France. Et certains découvrirent vite les « principes de réalité » ; ils décidèrent alors de tirer un trait sur ce qu'ils qualifièrent de syndrome de l'adolescence. C'est pourquoi, beaucoup d'entre eux aujourd'hui sont proches du pouvoir ou plus exactement, font partie de la couche sociale qui a le pouvoir. Cette ascension sociale n'a rien en soi de particulier ; elle est même logique. Ce qui est par contre original, c'est l'analyse que ces anciens maos produisent sur le monde et notamment sur le Tiers monde.



• *Le ciel gauchiste était rempli d'idoles*

D'UN CERTAIN TIERS-MONDISME A L'OCCIDENTALISME

FREUD s'en régalerait. En effet, ces anciens maos, devenus des cadres « responsables », non seulement reprennent les idées les plus éculées mais ils s'acharnent en outre à les justifier avec cynisme. Par un mouvement de pendule magique, la Chine n'est désormais peuplée que de camps de concentration, l'URSS n'est qu'un immense goulag et, bien sûr, le Tiers monde n'existe pas, c'est un rêve d'adolescent.

L'apologie de l'anticommunisme, du libéralisme, sont donc à l'ordre du jour. Parmi les nouveaux zélateurs, il faut donner la palme à « Liberté sans frontière » qui depuis deux ans essaime ce type d'idées quand certains de ces membres ne vont pas jusqu'à prier Reagan d'intervenir plus massivement aux côtés des « contras » nicaraguayens.

Si les communes populaires ont sombré, pour ces ex-léninistes, si peu marxistes, une seule solution existe : le capitalisme.

Etrange histoire que celle de certains maos. Croyant inventer la Chine, ils découvrent aujourd'hui l'Amérique.

Le Tiers-mondisme qu'ils s'étaient inventé est mort depuis longtemps. Restent des millions de gens dominés par les différents impérialismes et qui, aujourdhui, par leur misère, même si elle est diverse, attestent du vrai sous-développement d'une grande partie de la planète. □

Julie Desgranges

LIBERTE SANS FRONTIERE

CETTE association a été créée en janvier 1985. Ses dirigeants font partie, certains du CIEL (Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés) d'autres de l'Internationale de la Résistance. On y trouve donc Le Roy Ladurie, J. F. Revel, A. Besançon et J.-Cl. Casanova, expert de la Trilatérale. Le lien étroit entre tous ces gens c'est l'anticommunisme soviétique lié à un attachement profond aux « valeurs » de l'Occident.

L'originalité de cette association c'est bien sa filiation avec « Médecins sans frontières », qui consacre 5% de ses ressources à la financer. Les buts de L.S.F. annoncés par R. Brauman et Malhuret, dirigeants de MSF et de LSF à la fois, sont simples : « susciter des recherches pragmatiques (dans le Tiers monde) hors de l'idée qu'il n'y a qu'un modèle possible et qu'il faut le suivre ».

Effort louable qu'on ne pourrait que saluer si... Utilisant la renommée de MSF, ce sont essentiellement des libéraux qui se lancent dans l'anti-tiers-mondisme. Si pour eux, en effet il n'y a plus de Tiers monde, les Etats progressistes sont tous pro-occidentaux, comme par hasard.

LSF pourra-t-elle entrainer MSF dans sa foulée ?

L'entrée de Malhuret dans le gouvernement Chirac éclaircit en tout cas les orientations politiques de L.S.F.

étrange histoire que celle de certains Maos. Croyant inventer la Chine, ils découvrent aujourd'hui l'Amérique.

PLEINS FEUX TIERS-MONDE

UNE FAMINE SOCIALISTE

LA caméra fait un travelling : des millions de gens, assis ou couchés, grelottent. Zoom sur un vieillard de 20 ans qui, de ses doigts, gratte la terre à la recherche d'une racine. Et puis c'est un gosse, un bébé. Il ne pleure pas ; la caméra enregistre la dernière lueur de son regard. C'est fini. Ch. Ockrent reprend l'antenne. L'émission se poursuit. Ces photos, tout le monde les a vues, en 1984. Elles venaient d'Ethiopie. Deux ans après le désastre, quel bilan peut-on faire ? La famine est-elle irrémédiable ?

TOUS les pays du Tiers monde ne sont pas l'Ethiopie. Loin de là. L'Afrique, et notamment le Nord-Est, reste la zone qui a connu le moins de changements économiques depuis 20 ans. Cette région fait partie des Pays en voie de développement (PVD), les plus misérables du monde. Mais la pauvreté n'a rien d'une fatalité.

LE SOCIALISME ETHIOPIEN

LE régime d'Haïlé Selassié soutenu par les pays occidentaux avait survécu à bien des intempéries. Mais il ne résista pas à la famine de l'année 74 : le Négus légendaire fut chassé du pouvoir. Sur les cendres de l'empire de la reine de Saba, surgit un régime socialiste, de type soviétique. Mengistu Haïlé Marian, lieutenant et premier secrétaire, dirige depuis 84 le parti, l'Etat, le pays, etc.

Depuis sa création, le régime actuel est sous tutelle soviétique. L'impérialisme maintient là son seul point d'ancrage (avec le Yemen du Sud) dans cette zone du Proche-Orient. Ces raisons, d'ordre géo-stratégiques, expliquent le type d'intervention de l'URSS en Ethiopie : peu d'échanges économiques, peu d'aide alimentaire, mais beaucoup de conseillers et de matériel militaire. Et, comme dans d'autres régions d'Afrique, des Cubains, des Bulgares et des Allemands de l'Est viennent compléter la panoplie. Dès 75, donc, le pays a pris pour modèle de développement l'Union Soviétique.

UNE SECHERESSE PREVISIBLE

L'ETHIOPIE compte 90% de ruraux. La réforme agraire de 74 a donc consisté à les transformer peu à peu en Kolkhoziens ou en Sovkhoziens.

C'est dans le Sud, plus riche et où, auparavant, se trouvaient les grands domaines, que l'on a installé les fermes d'Etat. Celles-ci couvrent 6% de la surface agricole et ont une productivité à la russe (!) mais reçoivent le gros des subventions (25% du budget). Classique. Les 4/5 de la population (28 millions de personnes) vivent dans des exploitations familiales au Nord et à l'Est du pays. Regroupés en associations paysannes, ces ruraux assurent l'essentiel de la production agricole. D'une part ils paient de lourds impôts, d'autre part ils assurent la plus grande partie des recettes du commerce extérieur. Mais cela se fait au prix d'une agriculture extrêmement intensive. Dans des zones de forte densité, la productivité reste faible, surtout dans les hauts plateaux. La déforestation qui transforme depuis des années toute l'Ethiopie, a pris, dans le Nord, une ampleur colossale. Les sols s'asséchent, s'érodent, s'appauvrissent. Le mécanisme de la sécheresse est donc en place depuis des années. En 1979, le satellite Landsat avait permis de fournir à Addis-Abeba des prévisions concernant la sécheresse à venir. Le gouvernement fit appel, tardivement, à l'aide internationale. Et les premières livraisons arrivèrent, deux ans après, à la fin de l'année 84 !

DANS LE CIEL, DES ANTONOV...

SI les Bulgares gèrent les fermes d'Etat, les soviétiques assurent la sécurité et la défense du régime. Les mouvements de guerilla se sont, en effet, multipliés. Le Front de

• *L'Ethiopie bénéficie de l'aide soviétique depuis 1977*

libération populaire du Tigray (Nord du pays), de tendance maoïste, est appuyé depuis quelques années par les indépendantistes Erythréens. Les combats se déroulent surtout dans le Nord déjà touché par la sécheresse. Le gouvernement contrôle donc le transit de toute l'aide alimentaire envoyé vers cette région. C'est pourquoi, notamment en 85, il a même pu le stopper. Allant plus loin, les dirigeants arguèrent de la réelle destruction écologique du Nord du pays, pour déplacer des populations. En fait, ils cherchèrent surtout à tarir les bases sociales de la guérilla. Un vaste plan de campagne fut mis sur pied. Et, pendant l'hiver 84-85, 600 000 familles furent déportées du Tigray vers le Sud. En l'occurrence, les camions est-allemands et les avions soviétiques s'avérèrent efficaces. En tout, un million et demi de personnes ont été déplacées à ce jour. Ces mouvements de population ont été plus ou moins consentis. On a promis aux gens quelques hectares dans le Sud. On a surtout décidé de les sédentariser dans des villages. Aujourd'hui, c'est par milliers que beaucoup d'entre eux s'exilent en Somalie.

La pauvreté n'a rien d'une fatalité.

L'AIDE ALIMENTAIRE

POUR des raisons politiques évidentes, jusqu'en 84, l'Ethiopie a été le pays africain qui a reçu la portion la plus faible de l'aide internationale. Les soviétiques « investissent » dans le long terme. Leur apport dans les moments difficiles est donc limité. L'Ethiopie était donc tributaire des pays occidentaux. C'est la CEE notamment, bien loin devant les Etats-Unis, qui a fourni l'essentiel. Mais ces pays refusèrent de participer au transfert de population et ceci pour des raisons essentiellement politiques. Les conditions d'acheminement de l'aide directe sont désormais connues de tous. Elle arrive dans les ports un an après que la demande en ait été faite ; elle alimente en partie l'armée et la bureaucratie locale ; ce qui reste est distribué par la RRC (Commission éthiopienne d'aide et de réhabilitation), organisme gouvernemental qui choisit « ses pauvres »... L'aide directe, d'Etat à Etat, a donc un faible impact. .

Les quelques cinquantes Organisations Non Gouvernementales (ONG) qui travaillent en Ethiopie sont donc confrontées à des problèmes énormes. Au secours d'urgence s'ajoute le reboisement. Mais il a été difficile de rester aveugle devant l'énormité du scandale. Une ONG britannique vit ses camions réquisitionnés pour le transfert de population, les malades furent embarqués de force, etc. M.S.F., connu pour sa discrétion, ne put contenir son indignation : « On ne peut tout couvrir éternellement sous prétexte qu'il faut sauver ce qui peut être sauvé... » M.S.F. a payé son cri du cœur : ils se sont faits expulser d'Ethiopie.

Et pour 86, l'aide alimentaire pour l'Ethiopie devrait atteindre 1 million de tonnes de céréales... □

Julie Desgranges

LES BANQUES INTERNATIONALES

JUSQU'EN 1982, c'est dans les pays du Tiers monde qu'elles recyclèrent massivement les pétrodollars.

A la fin 84, elles avaient ainsi « prêtés » 1 600 milliards de dollars !

En Amérique latine surtout, elles « investirent » beaucoup. Les dettes de cette région du monde sont dues, de 70 à 75%, à ces banques. Parmi elles, les américaines viennent en premier (28%), puis les japonaises (23%) et les françaises (9%), ces dernières ayant plus investi en Afrique.

Enfin, 9 grandes banques américaines (dont la City Bank) détiennent à elles seules 62,5% des créances US.

Dans ces conditions, les pays débiteurs auraient les moyens financiers de déclencher un fameux crack...

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

DEPUIS 1945, des milliers d'ONG existent dans tous les pays du monde. Religieuses ou laïques, plus d'un million de personnes militent dans des associations humanitaires. Ce sont les pays anglo-saxons qui, pour des raisons religieuses et politiques fournissent le gros des troupes. Mais depuis dix ans, en France, MSF, la CIMADE, le Comité catholique contre la faim, le Secours Populaire, etc, ont vu leurs adhérents et sympathisants augmenter.

Longtemps, l'aide a consisté, en dehors des périodes d'urgence, à apporter le savoir-faire occidental. Mais la recherche en écologie et surtout une analyse plus fine de la dépendance des PVD ont amené à réajuster les projets. Dans les pays occidentaux, les ONG se regroupent pour leur financement et pour leurs actions. Des membres des ONG des PVD viennent dans les pays occidentaux afin de se former à telle ou telle technique transmise ensuite, directement, sur place. Les bureaucrates de la FAO sont ainsi délaissés. Enfin se développent de plus en plus les opérations « triangulaires ». Au Niger, par exemple, on savait que la récolte serait mauvaise en 85. Un an avant les paysans aidés par des ONG et des crédits français mirent en place des cultures de contre saison pour pallier la soudure. Ensuite des moyens financiers, gérés par les villageois, permirent, en achetant le mil dans une région excédentaire d'atténuer les difficultés ailleurs. De tels projets, court-circuitent les pouvoirs locaux, préservent les habitudes alimentaires et sont un moyen, parmi d'autres, de donner aux paysans locaux les armes de leur indépendance. C'est ce qu'on appelle le droit fondamental des peuples à se nourrir.

PLEINS FEUX
TIERS-MONDE

LA PETITE DETTE QUI MONTE...

JAMAIS on n'a vu autant de courbes, de chiffres, dans la presse. Tous les commentateurs y vont de leur petite démonstation. Et je monte la dette et je diminue les taux d'intérêt. Mais le prix du pétrole s'en mêle... Où ai-je mis la retenue que j'avais posée là ? Suivent des conférences, des symposiums et autres colloques où des Messieurs-à-attaché-case n'en finissent pas de se concerter. Pendant ce temps, en Amérique latine les travailleurs, à plusieurs reprises, font grève et des magasins de denrées alimentaires sont pillés au Brésil.

LE FMI

IL a été créé en 1944 aux accords de Bretton-Woods. Jusqu'en 71, il aidait les pays en difficulté monétaire et prêtait de l'argent. Il était donc « garant des changes fixes ».
Le FMI est composé de divers pays capitalistes dont 10 ont le pouvoir de décision. Les Etats-Unis y sont majoritaires dans la mesure où ce sont eux qui contribuent le plus au financement du Fonds.
La Banque mondiale a été créée en 44. Son but était de financer les grands travaux de développement.

JUSQU'EN 1971, le système monétaire international était relativement stable puisque le dollar était convertible en or et donc les changes étaient fixes. Depuis, tout cela flotte, mais pas n'importe comment. Dans une époque de croissance, les intérêts étaient assurés à la hausse, les grandes banques internationales privées (américaines surtout, mais aussi occidentales et japonaises depuis peu) ont investi massivement, sous forme de prêts, en Amérique latine.

Mais la mécanique se grippe en 82 : le Mexique est au bord de la faillite, le FMI devient le « pompier » du système financier.

LA DOUCHE FROIDE

LE FMI, par sa nature et ses fonctions, applique la politique définie par les créanciers des pays sud-américains et par les Etats occidentaux, notamment les Etats-Unis, qui de fait le contrôlent. Le FMI prêtera donc de l'argent aux pays endettés à une condition : que ceux-ci prennent des mesures qui leur permettent, à court terme, de reprendre le paiement du remboursement de leurs dettes, ou plutôt des intérêts.

Plusieurs méthodes sont donc conseillées, sinon imposées. Tout tourne autour de la réduction des dépenses nationales, de la suppression des subventions aux produits alimentaires, et d'une relance même limitée des exportations. Tous les pays concernés sont donc invités à dévaluer leur monnaie, à diminuer le rôle de l'Etat en matière économique (dénationaliser) et enfin à rééchelonner le paiement des intérêts de leurs dettes.

LES pays les plus touchés sont ceux qui, dans les années 70, se tournèrent vers une industrialisation importante qui fut politiquement payée par l'instauration de dictatures féroces. Les difficultés actuelles des pays occidentaux, enfermés dans leur protectionnisme, n'offrent que peu de débouchés aux exportations latino-américaines et les pays du Sud sont donc asphyxiés. Et ils doivent payer comme l'a réaffirmé Mitterrand récemment, oubliant son discours de Cancun.

Les mesures dictées par le FMI, par les licenciements (30 000 dans les secteurs publics en Bolivie) et les faillites qu'elles induisent appauvrissent d'abord la classe moyenne puis le prolétariat né de l'industrialisation. Mais par extension, dans ces pays où le lumpen reste immense, c'est une large fraction de la population qui est touchée. Lorsque, comme au Pérou, l'industrialisation précédente n'a été que ponctuelle et n'a contribué qu'à l'accroissement du déséquilibre social, la situation aujourd'hui est dramatique.

La diversité des Etats débiteurs est telle qu'il est impossible de prévoir une unité face au FMI. Celui-ci contribue aussi à la division en acceptant selon les pays des modulations. Les considérations politiques (stabilité plus ou moins grande d'un régime) ne sont pas absentes des choix. Le Pérou pourra peut-être ne pas payer pendant 6 mois et ne rembourser les intérêts qu'à concurrence de 10% de la valeur des exportations de son pays (Brésil, Argentine) obtiendront une extension de l'aide de la Banque mondiale. Dans tous les cas il est dommage que la proposition de Castro de ne pas payer n'ait pas été reprise. Mais c'eût été une inconvenance que ni créanciers ni débiteurs n'ont voulu prononcer ou entendre. □

J. D.

ILS ARRÊTENT TOUT !

Une coordination d'objecteurs en service s'est formée autour d'une action de désertion de leur affectation après au moins un an de service. Nombreux sont les objecteurs qui considèrent que le nouveau statut ne reconnaît pas vraiment le droit à l'objection : il impose notamment un service civil d'une durée double de celle du service militaire. Cette inégalité de durée des services nationaux est dénoncée, par exemple, par une résolution du parlement européen qui, votée le 7 février 1983, demande explicitement que la durée du service civil n'excède pas celle du service militaire ; dénonciation, également, de la part d'Amnesty International.
Dès novembre 1985, une dizaine d'objecteurs ont déserté leur organisme d'affectation en le signifiant par courrier au ministère des affaires sociales (gérant le service civil). Ils demandent « l'égalité des temps de service civil et militaire pour que soit enfin reconnu un véritable droit à l'objection sans restrictions ». Ils connaissent, bien sûr, les risques attachés à cette désertion, et notamment les peines prévues pour cette « désertion en temps de paix » (6 mois à 3 ans de prison, retrait du statut d'objecteur). Cela n'entrave pas leur résolution : des collectifs de soutien s'organisent, des conférences et débats publics commencent à se succéder.
La plate-forme du collectif « On arrête tout » (c/o ARICO, BP 2024, 49016 Angers cedex) est certes limitée. C'est aussi ce qui fait sa force : la durée du service des objecteurs est discriminatoire, donc dissuasive, et cet objectif concret et unificateur peut permettre de redynamiser le mouvement.
Pour peu que l'acte de désobéissance ouverte fasse boule de neige et que le soutien le plus large s'affirme.
Une initiative à soutenir de toute urgence, sans aucun doute. □

M.A.

DES SOUS ET DES PEPETES

C'est bien connu, la désyndicalisation s'accélère. La conséquence immédiate, c'est que budget des syndicats s'amenuise. Or, toutes les centrales paient directement ou indirectement des permanents dont le nombre depuis quelques années s'est accru. L'institutionnalisation des syndicats ne leur permet pas de diminuer de façon notable les représentants aux différentes commissions, réunions, etc.
L'idée de transformer le financement syndical a donc germé dans les têtes des « modernistes » de FO et de la CFDT. Pour cela, d'abord le prélèvement automatique des cotisations syndicales, puis le chèque syndical. Chaque salarié verserait donc x% de son salaire soit au syndicat soit à un fonds (non défini). En ce qui concerne la défense individuelle, elle serait un service rendu donc monnayable : une espèce d'assurance-travail.
Si un tel système est mis en place, il est à parier que l'actuel décalage entre la base et les « spécialistes » syndicaux s'amplifiera : on paiera la cotisation comme on paie le gaz, et dans le premier cas sans facture. Le paiment pour service ne peut, quant à lui, que renforcer l'individualisme.
A ce rythme, les syndicats deviendront un jour, un « chef-d'œuvre » en péril qu'on nous obligera à subventionner. Des impôts en plus, des luttes en moins. □

J.D.

SIDA LES PATRONS DE CARREFOUR AURAIENT-ILS LU MAIRE ?

Ils viennent en effet de trouver une nouvelle forme d'intégration du personnel : « suivi individuel d'activité

salariée » (SIDA) (sic). C'est le dernier avatar d'un mouvement général qui « du droit d'expression » en passant par « les cercles de qualité », jusqu'à l'attribution de primes liées au chiffre d'affaires des entreprises, a démarré il y a quelques années.
Le SIDA c'est une prime individualisée sur des critères élaborés par les employés eux-mêmes. Dans chaque rayon, des réunions du personnel et d'encadrement déterminent les critères de compétence. Ainsi, selon les catégories et les services, des critères différents sont retenus par les groupes de discussion.
L'encadrement ne doit pas diriger, mais suggérer des choix qui devront sembler émaner du groupe.
Vient ensuite la discussion individuelle entre le salarié et son chef direct. Le « gouverné » est invité à se noter à partir de la grille de travail élaborée par le groupe : très bon, bon, etc., jusqu'à « voleur de salaire » (sic). En fonction de la notation, les « meilleurs éléments » ont une prime.
A court terme, la mise en place du SIDA, c'est l'instauration d'un salaire évoluant selon trois composantes : l'inflation, l'augmentation du chiffre d'affaires, la compétence individuelle. Adieu l'unification des revendications salariales...
A ce rythme, la place de l'employé(e) dans les rapports hiérarchiques se dilue dans l'intégration, la division des salariés entre eux, la cogestion et le corporatisme. Chacun pour soi et l'entreprise pour tous...
Dans ce contexte, les délégués du personnel ne seront là que pour défendre les « mauvais éléments ».
Un espoir toutefois. Le système est fragile. Il repose sur la bonne coopération de chacun des employés, qui, volontairement, doivent accepter le système. Il suffit donc d'un peu de combativité, d'esprit de classe pour saboter la mise en place du SIDA. Des choses qui ne sont pas en vogue à la « CFDT-Aujourd'hui ». □

J.J.F.M.

ELECTIONS

Des brumes s'installent sur le territoire

NI RIRE, NI PLEURER

LE 16 mars dernier, la France a viré à droite. Ah ! mais elle était donc à gauche ? Dilemne. Et pourtant, toutes ces gueules, qui, dès le lendemain, ont (re)envahit les écrans de télé, m'amènent à bien des nuances. Et mon facteur, dont le teint est légèrement basané, ne s'y est pas trompé : il envisage d'acheter une valise...

CINQ ans de gauche nous ont, au moins, appris une chose : le libéralisme n'a pas de couleur politique particulière. Les trois millions de chômeurs en attestent. Il serait même lassant de multiplier les exemples. Et pourtant, la bourgeoisie qui se reconnaît dans les partis de droite en demandait plus.

LA BOULIMIE

LA hargne des leaders réactionnaires à s'accrocher au pouvoir, le prouve sans détours. La boulimie des ténors RPR et UDF devant le gâteau institutionnel est extraordinaire à voir. Et, là, point de langage moderniste, point de vocabulaire œcuménique. Il faut aller vite, il faut payer cash, rubis sur ongle, l'électorat qui a porté les Chirac au pouvoir. D'abord le fric. On va donc dénationaliser, mais pas SACILOR, mais les entreprises qui marchent, celles qui font des profits bien juteux. Il est vrai que la privatisation des grandes entreprises suscitera peu de remous dans la classe ouvrière. Il y a belle lurette que les travailleurs du secteur nationalisé ne se sentent plus « privilégiés » par rapport au privé. La distribution du gâteau se fera donc sans heurt. C'est tout bénéfice.

SONT-ILS CAPABLES DE TOUT ?

LE gouvernement socialiste précédent a tracé les voies du libéralisme moderne. Pour l'essentiel, il est peu probable que la droite aborde d'autres chemins. Beregovoy, Cheyson, Chevènement ont largement contribué au changement. Atlantisme, rigueur pour les travailleurs, élitisme républicain, voilà des acquis précieux que ni le RPR ni l'UDF ne remettront en cause. Encore faut-il que le nouveau pouvoir élargisse et renforce cette « modernisation ». Or, la droite ne jouit pas d'un a priori favorable de la part d'une classe ouvrière qui se reconnaît, en partie et provisoirement, dans la social démocratie du PS. Le patronat musclé doit donc tenir compte d'abord des syndicats. Gageons que l'entente sera assez facile à faire. Dans l'état de désyndicalisation actuel, les leaders syndicaux de FO et de la CFDT peuvent maintenir leur politique antérieure de collaboration. C'est le prix à payer à leur institutionnalisation, à leur crédibilité face au patronat. Mais là aussi, il y a une inconnue : jusqu'où les travailleurs iront-ils ? La gifle de la flexibilité, en décembre 84, n'est pas oubliée. Si les centrales syndicales ne peuvent négliger un refus possible de leur base devant certaines concessions aujourd'hui, la droite est dans une situation presque analogue. Pour s'enraciner au pouvoir, elle doit admettre que sa ligne d'action est fragile. Il ne s'agit pas seulement de favoriser les patrons en déblo-

quant les prix, en étendant la flexibilité. Il lui faut éviter une vague sociale provoquée par sa précipitation et que même les dirigeants syndicaux ne pourraient enrayer facilement. Cependant, en l'absence de mobilisation sociale et de débouchés politiques, la bourgeoisie peut se permettre bien des excès.

LE CANCER LE PEN

LA maladie honteuse est là. Elle s'installe en France. Le grand vainqueur de ces élections est, en effet, le Front National. Grâce à la proportionnelle (merci Mitterrand) et à la décentralisation (merci Deferre) il est désormais installé dans tous les lieux de pouvoirs politiques. Partout, l'alliance droite, extrême droite s'est faite, presque « naturellement ». Le choix de Pasqua, ex-président du SAC (dissous) comme ministre de l'intérieur n'est pas un cauchemar, c'est aujourd'hui une réalité. Les « sécuritaires » et les racistes sont rassurés. Le chancre du FN est un danger réel. Les réactions des immigrés, au lendemain des élections, le prouvent. Pour le moment il s'agit pour le Front de créer une « bonne » image politique respectueuse des institutions. Mais Le Pen qui veut créer un véritable parti, devra museler tous les facistoïdes qui se reconnaissent en lui. Car voilà plus grave. La venue du FN ne peut que donner des espoirs à tous ces groupes fascistes, groupusculaires pour le moment, mais dont les circonstances actuelles sont favorables au développement.

Y A-T-IL UNE GAUCHE ?

LE PS se retrouve dans une drôle d'opposition. Il est, à gauche et soutien en même temps le Président. Sa tactique ne peut être que simpliste ; gagner les prochaines élections. Il se lance donc dans la construction d'un « grand parti de gauche », d'aucuns diront à l'anglaise. Et pour s'étendre, les « dogmes » socialistes du congrès de 71, devront être de plus en plus enterrés. Déjà que depuis cinq ans ils servaient si peu de références... Il est peu probable en tout cas que sur ce langage social démocrate, le PS arrive à attirer les exclus du PC.

Celui-ci devient, de plus en plus groupuscule. Véritable perdant des élections, ce n'est plus une forteresse mais un petit château fort moyenâgeux. Sa délisquescence tient à l'hémorragie des bastions ouvriers. Mais son discours n'a fait que l'enfoncer. Il a frappé à Vitry contre les immigrés, il a gouverné avec les socialos puis gueulé contre eux : quel est le militant communiste qui est prêt à expliquer sinon à accepter cette incohérence ? Les dévôts se comptent sur les doigts de la main.

ALORS, ON SE FAIT SUISSE ?

DERRIERE le PC, c'est toute l'extrême gauche léniniste qui a plongé dans ces élections. A vouloir « coller » au « grand » parti « ouvrier », les LO, Ligue et autres MPPT ont suivi son déclin. Pour d'autres raisons, les « Verts » sortent aussi de la scène politique.

C'est donc le vide ? non, pas tout à fait sinon vous ne liriez pas ce texte (que je n'aurais pas écrit non plus).

Il n'y a plus de Messie — merci, mon dieu — pour nous raconter « qu'après demain, si vous me suivez, les copains, vous verrez le grand soir ». Ce décor-là a été rangé dans les mansardes. Mais la droite comme la gauche le savent : on ne gomme pas les oppositions. Les licenciements, l'autorité patronale sont rarement et longtemps acceptés avec le sourire. Le racisme, par petites touches ou institutionnalisé, est une gangrène qui est loin de laisser passif tout le monde.

L'alternative au « libéralisme à la française » est à construire. Elle ne passe pas par les élections ni par les cartels d'organisations qui ont fait leur temps. Elle se créera à travers toutes les failles, tous les conflits qui surgiront. A nous tous, d'y contribuer. Rendez-vous au prochain numéro. □

Sylvie Danneman

SYNDICATS

EDMOND OU LA STRATEGIE DE L'IMPASSE

MAIRE est un grand artiste. Ses idées, il les lance en l'air. Rattrapées immédiatement par les filets de « Libération », elles touchent immédiatement l'opinion publique. Parfois, le leader confédéral fait ça sur le perron de l'Elysée...
Dans tous les cas, les cédétistes qui lisent peu leur presse restent abasourdis.

UN texte de Maire paru dans « CFDT aujourd'hui », via « Libé » a un titre ronflant : « Interrogations sur l'entreprise et l'anticapitalisme, l'individu et l'action syndicale. « C'est dire que l'auteur de l'article s'est penché sur un vaste sujet. A la lecture, on pouvait s'attendre à tout : on n'a pas été décu.

EXIT LA CLASSE OUVRIERE

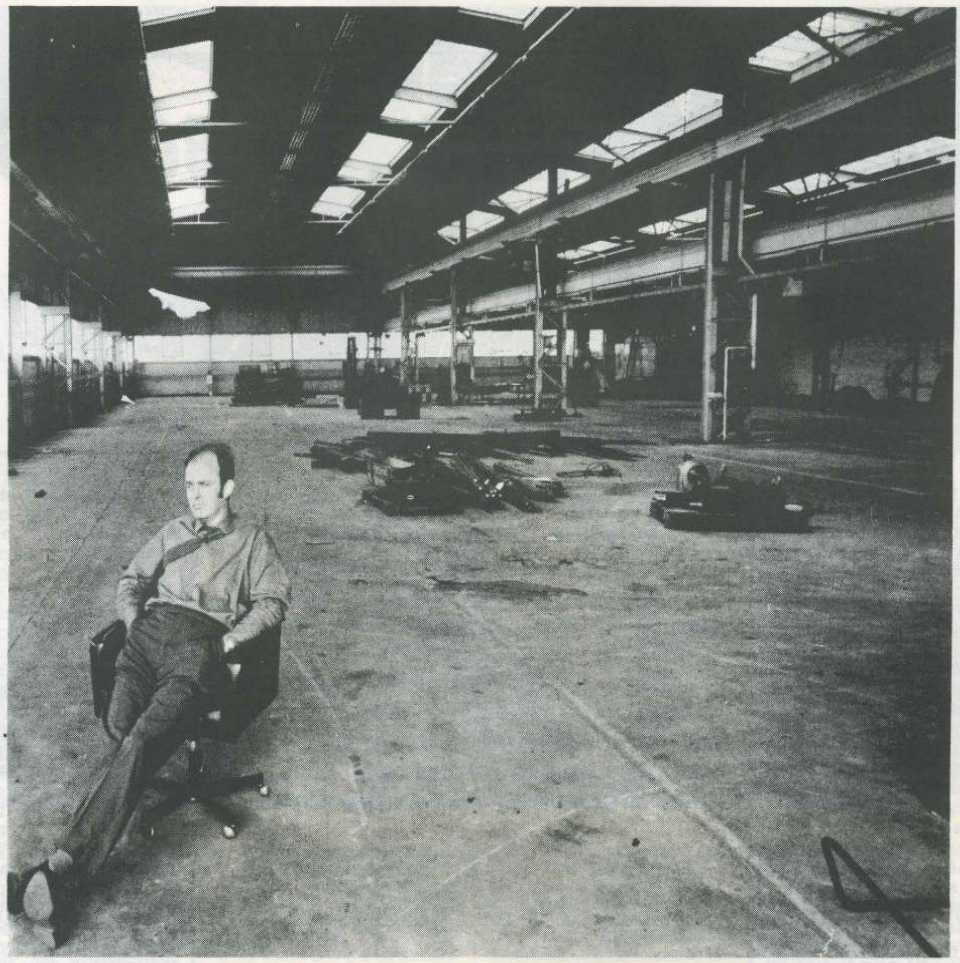
D'ABORD, sachez-le, braves gens, il n'y en a plus. Non seulement la terminologie marxisante est gommée du texte, mais le mot même d'''ouvrier'' est, à peine employé. Depuis 77, les textes de la CFDT nous avaient, peu à peu, habitué à cette phraséologie « deuxième gauche ». Nous atteignons maintenant le sommet. Aujourd'hui, Maire, dans son œcuménisme, découvre les « producteurs ». Nous voilà revenus au vocabulaire des années 1820-1860 (à peu près). Les tâches qui leurs sont assignées, selon le texte, sont dignes de l'avant-Commune de Paris (celle de 71) : « recherche d'une plus grande sécurité d'emploi, d'une juste (sic) rémunération, d'une amélioration des conditions de travail et d'un intérêt (plus grand) dans les tâches effectuées ». Et c'est tout ! Que les esprits tordus s'abstiennent de remarques... Il y a désormais, pour Maire, des « gouvernants et des gouvernés ». Et nul dépassement de cette division ne peut être envisagé. Et vive le libéralisme !

L'anticommunisme de la « deuxième gauche » n'est plus à décrire. Il est sûr qu'elle a découvert tard le socialisme « réel ». Mais qu'importe... Ce qui est plus ennuyeux c'est l'amalgame qui est désormais fait entre le totalitarisme soviétique et tout désir de changer le monde. A défaut de cette volonté de rupture, il est donc « naturel » que le brain trust cédétiste découvre le capitalisme. Maire module, à peine, sa pensée lorsqu'il écrit : « Au grand rêve de Rupture, nous substituons avec un réalisme qui n'exclut nullement l'ambition, l'action quotidienne de transformation ». « D'accord, il n'y a plus de « grand soir », mais de quelle ambition s'agit-il ? : vivre mieux son chômage, mieux gérer son Smig, avoir plus de temps (et moins de salaire) pour aller chez le dentiste et faire les courses, etc.

Et pour le syndicalisme, de quelle ambition s'agit-il ? Dans l'état actuel des choses, l'institutionnalisation des syndicats, n'offre qu'un seul avenir : la cogestion. Et la « modernisation » engagée depuis quelques années par tous les syndicats, est désormais bien en place. Un « petit matin » on verra fleurir partout des agences de voyages, des mutuelles, des épiceries baptisées CFDT. Le syndicalisme de service déjà répandu par la FEN nous donne un avant goût des « transformations au quotidien ».

L'IMPASSE DEBOUCHE SUR LA SACRISTIE

La CFDT est un syndicat. Maire, en tant que secrétaire, ne peut donc pas encenser le capitalisme sauvage. Et les voies de sa réflexion ont vite retrouvé les vieilles racines chrétiennes. Le pouvoir patronal est donc « légitime », naturel en somme. Le seul problème réside désormais entre les « bons » et les « mauvais » patrons, les uns reconnaissant les syndicats, les autres non.
Et le voilà qui découvre l'œcuménisme de l'entreprise. L'économie



• *Mais où est donc passée la base ?*

de marché est reconnue comme « un facteur de modernisation, d'adaptation et comme garant ultime du respect des choix individuels ». Le maître mot est tombé : l'individu. Moi, qui avais toujours cru que c'est à travers l'action collective qu'un mieux être de la classe ouvrière avait existé, j'avais tort. Désormais, comme le dit Tapie : « que le meilleur gagne ! ». Les patrons s'en frottent les mains. Car Maire va jusqu'au bout. Son syndicalisme est « militant » : « Nous devons, par exemple, reconnaître et réguler la part individualisée de la rémunération... et réguler la part individualisée de la protection sociale ». Après les bons patrons, les bons ouvriers...

LA CFDT SUR LES PLATES-BANDES DE FO

LE plus grave dans le texte de Maire, n'est pas son réformisme. Celui-ci était connu de tous et les oppositionnels de la centrale syndicale s'y heurtent à tout instant. Le plus grave c'est l'impasse dans laquelle débouche clairement ce discours ?

No futur. A une époque de désyndicalisation massive, les militants en sont réduits à se battre seuls non seulement contre leurs patrons mais aussi contre le défaitisme érigé en dogme par les « penseurs » confédéraux. C'est beaucoup de travail, mais on ne m'a jamais encore démontré que le socialisme chrétien des années 20 ait changé d'un pouce l'histoire. □

Claire Davidoff

L'ADAPTATION... DES DINOSAURES... A LA DESYNDICALISATION

DE moins en moins de syndiqués, un collectage de timbres de plus en plus difficile, et la question se pose : « que vont devenir les salaires des bonzes qui du haut des perchoirs confédéraux technocratisent le syndicalisme ? ». Y'aurait bien une solution... (se disent les modernistes) pour remédier à cette carence financière. Et si on prélevait directement sur les salaires de tous les salariés pour reverser aux confédérations en fonction de leurs poids électoraux respectifs ?

Le syndicalisme se transformerait alors en organisme prestataire de services indépendant de ses forces militantes, comme la sécurité sociale ou la caisse d'allocations familiales, les syndicats « pignon sur rue » ne seraient plus que des institutions vides de toute substance.

Vous vous voyez cotiser involontairement pour des forces dont vous refusez le discours et la pratique ? Par exemple syndiqué CGT du bâtiment, ton fric ira gonfler les caisses du syndicat FO des gardiens de prison !

Côté patronat, cette évolution permettrait de conserver des interlocuteurs responsables pour encadrer les « gouvernés ».

Et la démocratie dans tout ça ?

M. B.

LA DEUXIÈME DROITE

SOUS LES PAVÉS... LA BOURSE

La gauche est une appellation de moins en moins contrôlée

A l'occasion de la parution de son livre « la deuxième droite ou la gauche des années 80 », Jean-Pierre Garnier explique ici les grandes lignes de son ouvrage. Pour lui, la « gauche » au pouvoir jusqu'au 16 mars n'était qu'une deuxième droite où l'on retrouve des « gauchistes » de 68 devenus fers de lance du capitalisme modernisé, des intellectuels dégauchis, des enragés repus...*

** « La deuxième droite », un livre de Jean-Pierre Garnier et Louis Janover (Robert Laffont). Garnier a également publié « L'urbanisme à visage humain » et « Le marxisme lénifiant ».*
Ce texte-ci est la retranscription d'une interview réalisée par « Temps Fous » sur Canal Sud, 92.6 FM, tél. 61 53 36 95, le 15 février 1986.

ON peut dire qu'en France, depuis le 10 mai pour donner une date symbolique, depuis le début des années 80 en général, le paysage politique a été fondamentalement bouleversé. La France se signalait, avec d'autres pays européens, par une coupure assez radicale entre la droite et la gauche (l'Italie donnait cet exemple, l'Espagne aussi). Puis, à la surprise de certains, on s'est aperçu, au fur et à mesure que le gouvernement assumait ses responsabilités, se ralliait au réalisme, ce clivage est devenu de plus en plus flou, au point de dire que sur une bonne partie des thèses qui opposaient la droite et la gauche en France, on trouve un large accord entre le Parti socialiste et la droite traditionnelle la plus ouverte (laissons de côté pour le moment l'extrême droite). Qu'il s'agisse notamment de la glorification du profit, la réhabilitation de l'entreprise, l'exaltation de l'esprit de compétitivité, de concurrence, d'efficacité, on a le langage entrepreneurial, le réalisme économique... Sur d'autres plans, comme la politique étrangère : présence musclée de l'armée française en Afrique, soutien inconditionnel aux dictatures africaines les plus corrompues, comme Mobutu ou Bongo, pour les plus connues... sur le plan international, l'atlantisme se porte bien, merci. On a même vu ce gag, si on peut dire, de Mitterrand aller soutenir la droite allemande au Bundestag contre les sociaux-démocrates pour favoriser l'implantation des missiles américains. Si Giscard avait été le petit télégraphiste du temps de Brejnev, Mitterrand est le commis-voyageur des missiles américains...

L'ALTERNANCE N'EST PAS L'ALTERNATIVE

SUR d'autres points aussi on voit des consensus extraordinaires... Il n'y a pas longtemps, dans un débat sur la sécurité entre M. Toubon et Pierre Joxe, on s'est aperçu que la discussion ne portait pas sur le fond et que l'idéologie sécuritaire domine dans les deux camps : il s'agit de maintenir l'ordre. On ne s'interroge pas beaucoup sur les causes profondes de l'insécurité : les débats portent toujours sur les moyens. Ce qui est fondamental aujourd'hui c'est que les débats portent toujours sur les moyens, jamais sur les fins. Alors, on a décidé d'analyser cette convergence en allant un peu plus loin que les interprétations qui sont proposées habituellement, qui sont des interprétations de caractère soit fataliste (il faut être réaliste, à bas les chimères, finie l'illusion lyrique : la gauche est responsable, elle doit apprendre à gouverner). L'interprétation dominante est qu'un parti de gouvernement est amené à naviguer sur la même zone de consensus que le parti d'opposition et réciproquement. L'alternance n'est plus une alternative. Il n'y a plus d'alternative au capitalisme, il y a simplement des solutions de rechange : pour savoir si on va lutter de telle manière contre l'inflation, avec un peu plus ou un peu moins de chômage, si pour favoriser les entreprises, il faut prendre telle ou telle mesure, etc.

C'est un phénomène nouveau en France, car depuis des décennies, la gauche représentait plus que dans d'autres pays un autre modèle de société, quelque chose qui serait différent du capitalisme, du productivisme, de l'impérialisme, le bellicisme, j'en passe et des meilleures. C'est pour cela une période fondamentale que celle qui vient de s'écouler.

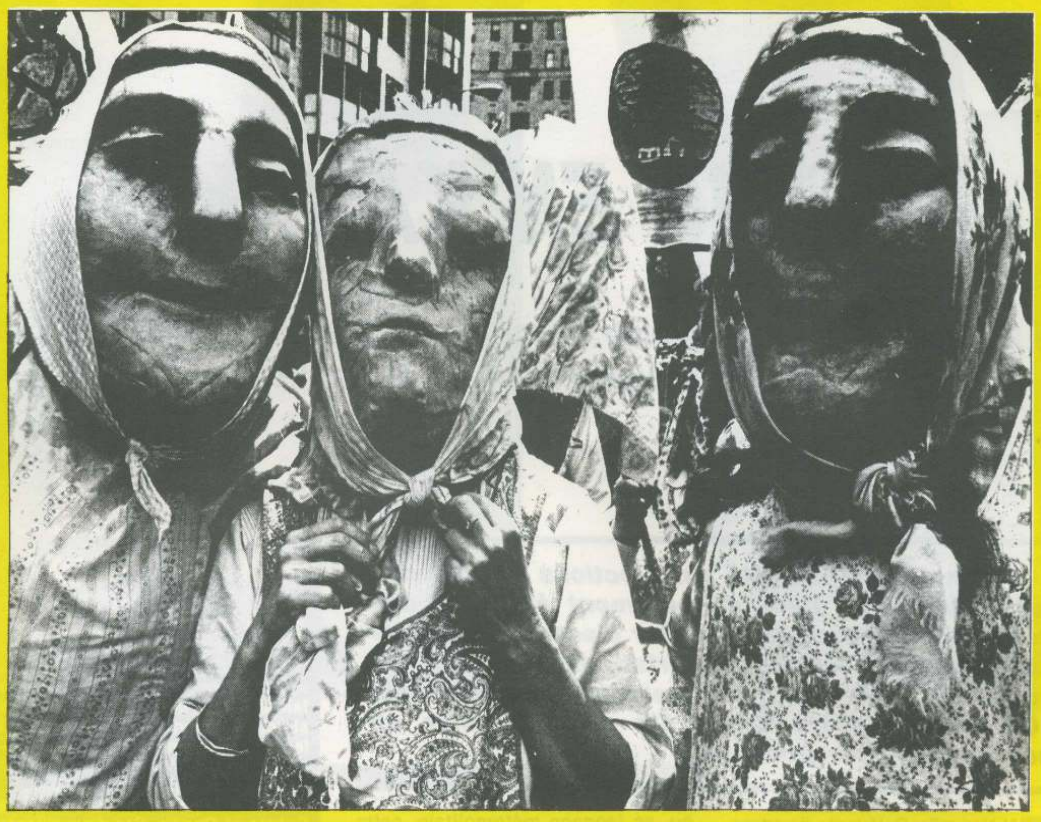
La gauche est une appellation de moins en moins contrôlée, le socialisme n'en parlons pas, on continue à parler de socialisme... un socialisme qui est encensé à Wall Street, qui reçoit des satisfecits de la Bourse, on peut se demander ce que ça peut être...

FRUSTRATION = RADICALISATION

NOTRE propos est d'essayer de montrer, derrière ces appellations, ces forces institutionnelles, ces partis, quelles sont les couches sociales qui finalement se sont hissées au pouvoir le 10 mai au terme d'une longue marche, et nous sommes d'autant plus amenés à en parler que nous en faisons partie. Il s'agit de la nouvelle petite bourgeoisie intellectuelle et technicienne, composée naturellement de technocrates, de chercheurs, de cadres, de techniciens, d'enseignants, de professions libérales, couche qui a été très longtemps marginalisée dans la vie politique française par le fait que la bourgeoisie française était effectivement une des plus bêtes du monde et pendant très longtemps elle a tenu à l'écart ces couches montantes qui jouent un rôle stratégique au plan économique, culturel. Cette marginalisation a donné lieu d'ailleurs à une frustration et une radicalisation dans la fin des années soixante, même qu'en 68 elles ont cru faire la révolution.

Elles étaient radicalisées, elles avaient tellement peu de place sur la scène politique qu'elles ont rallié des doctrines qui a priori étaient tout à fait extrémistes, à commencer par le marxisme. La plupart des gens qui sont aujourd'hui au pouvoir, qui sont à la tête de différents organismes, de maisons d'édition, de certains journaux, étaient des gens qui étaient non seulement contre le gouvernement de droite à l'époque, mais même contre le régime politique de la Ve République, et même contre le système capitaliste dans son ensemble. Alors comment tous ces gens-là, progressivement, ont-ils pu passer à droite et qu'aujourd'hui, il n'y ait pas plus vigoureux défenseurs du système, de l'alliance atlantique, de l'entreprise, du capitalisme, de l'Occident ?

C'est toute une trajectoire, qui s'étale en gros sur 20 à 25 ans, depuis le début des années soixante, qui a conduit ces couches intellectuelles néo-petites bourgeoises à être au départ anti-capitalistes radicales oppositionnelles de gauche et aujourd'hui droite new-look.



Nous n'hésitons pas à dire que c'est une droite et pas une fausse gauche, c'est-à-dire qu'elle est partisane du maintien du système capitaliste et en même temps de sa modernisation. Si on veut faire une différence entre une droite au sens traditionnel du terme et ce qu'on appelle une deuxième droite, c'est que la droite traditionnelle veut tout garder au risque de tout perdre au point que quelquefois ça lui retombe sur les gencives de différentes manières (c'est très dangereux d'être ultra-conservateur).

QUE TOUT CHANGE POUR QUE RIEN NE BOUGE

EN revanche la deuxième droite, c'est-à-dire la gauche au pouvoir, veut que tout change pour que rien ne bouge. On a fait un peu de loi Auroux pour démocratiser un peu la vie de l'entreprise, on a décentralisé pour rendre l'Etat plus souple et qu'il s'adapte mieux aux nécessités actuelles du redéploiement du capitalisme en France en faisant prendre aux collectivités locales des mesures qui, lorsque c'était l'Etat central qui les prenait, entraînaient la politisation des débats, on a nationalisé parce qu'il y avait des entreprises capitalistes bringuebalantes, il fallait bien de l'argent public pour les relancer, en mettant d'ailleurs des gens à leur tête qui ne se différencient en rien des patrons privés, d'ailleurs, des fois, c'étaient les mêmes. Sur le plan de la justice, c'est pareil, il fallait moderniser un peu la loi, ce qui n'a pas changé grand chose, sur le plan pratique (les contrôles d'identité n'ont pas baissé, la chasse au faciès n'a pas cessé, les prisons sont pleines, les révoltes y ont été écrasées l'été dernier comme avant...).

La grande nouveauté c'est l'absence d'opposition en France. Une politique de droite, traditionnellement, en France, se heurtait à une opposition de gauche. Alors, pendant que ce qu'on appelle la gauche était au pouvoir, il n'y a plus eu que des bastions, qu'on qualifiera d'anarchistes, de gauchistes, si possible en les criminalisant, en les assimilant au terrorisme.

C'est la disparition d'une opposition de gauche comme force d'opposition décidée, la vassalisation de l'intelligentsia. L'originalité de la France, quand on disait intellectuel, jadis, c'était toujours intellectuel de gauche. Aujourd'hui, la plupart des intellectuels de gauche, quand ils ne sont pas passés complètement à droite comme Glucksman, ou Bernard-Henry Levy, ont trouvé des sinécures et des fromages dans les ministères, les instituts, les centres de recherche, et maintenant se taisent quand ils n'écrivent pas des articles de complaisance dans différents journaux à la gloire du régime. Cette vassalisation de l'intelligentsia est également un phénomène nouveau.

IL N'Y A PLUS DE « VALEURS » DE GAUCHE

JE n'avais pas voté en 1981. L'analyse que nous faisions sur la raison de l'engagement initial à gauche de ces va-t-en guerre y compris gauchistes nous amenait à comprendre la dérive de ces courants néo-petits bourgeois. Avant 81, on expliquait déjà que quand ces gens-là arrivent au pouvoir dans une période qui n'est pas une période révolutionnaire, ils ne se radicalisent pas, au contraire, ils s'assagissent beaucoup, et font tôt ou tard une politique de droite, que ce soit au plan économique, international voire même culturel. Je ne fais pas partie des déçus parce que je n'ai jamais eu d'illusion.

Je savais que ces mandarins, ces professeurs, une fois au pouvoir allaient moderniser le capitalisme, plus le combattre, mais aussi le moraliser, supprimer les bavures et excès de l'ancien régime style diamants de Bokassa, barbouzes... Mitterrand : un homme qui a fait 34 ministères du temps de la IVe République, qui a retourné sa veste je ne sais combien de fois, qui a été compromis dans toutes les alliances centristes inimaginables ne peut pas m'inspirer confiance.

Le livre étudie également à titre d'exemple la trajectoire de trois personnages : Roland Castro qui, de dirigeant de VLR (Vive la Révolution, groupe mao-spont né de 68. NDLR), est devenu conseiller urbaniste du Prince, Régis Debray passant du soutien à la lutte armée en Amérique Latine au cabinet des Affaires internationales de Mitterrand ; ainsi que le cas Henri Weber, fondateur des JCR, membre du BP de la LCR, qui est devenu le chantre du « patronat progressiste ».

Ces trois personnages sont exemplaires d'une trajectoire. C'est toute une couche, les anciens leaders révolutionnaires, qui est à l'avant-garde aujourd'hui du capitalisme performant. Ils ont réalisé leur véritable vocation : ce n'est plus de changer de société, c'est en changeant la société, faire en sorte qu'elle soit plus moderne... »

J.-P. Garnier

(Propos retranscrits par Serge Elarcos)

OAS

RAMBO EN KANAKY

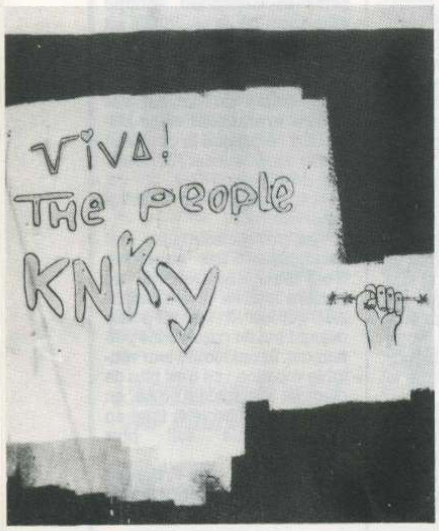
La peste brune s'organise et menace. Des plans fascistes sous l'œil bienveillant de la droite.

LA Kanaky n'a pas voté aux élections législatives. Le FLNKS se tient délibérement à l'écart des institutions métropolitaines. Sur place, en Nouvelle-Calédonie, il se maintient pourtant dans les conseils locaux. Et l'extrême droite calédonienne, véritable « OAS », est désormais prête à déclencher un mouvement insurrectionnel.

EN Nouvelle- Calédonie, l'extrême droite est maintenant bien implantée. Depuis quelques mois son activité s'intensifie. Il ne se passe pas une semaine sans qu'elle ne signe de nouveaux méfaits.

RETOUR DE L'OAS

CES activités réactionnaires ont des origines diverses. Mais désormais on les connaît beaucoup mieux. L'arrestation, en décembre dernier, de Bernard Deck, a permis de mieux analyser cette « pestilence » ou, en langage métropolitain, cette mouvance puante et dangereuse.



Le personnage en question, repéré depuis un moment, fut arrêté alors qu'il s'embarquait vers Ajaccio via Paris. Chez lui, on découvrit alors une série de documents saisissants : c'était la panoplie du parfait activiste. Ses cartes de Nouvelle-Calédonie n'indiquaient pas les sites touristiques mais d'éventuelles zones de parachutage, des lieux possibles de débarquement et d'atterrissage. Bref, des croix (de Lorraine) et des petits drapeaux partout. Sur ces petits papiers, le « touriste » en question avait aussi noté des séries de prénoms, non pas choisis au hasard, mais classés en « équipes de choc » N° 1 et 2. Suivaient des programmes d'entraînement et des listes de commandes d'effets militaires, ainsi qu'un carnet à souche montrant que des sommes avaient déjà été distribuées pour « complément de solde ». Enfin, le plus inquiétant fut la découverte d'un plan très précis de la cité HLM P. Lenquête, de Nouméa, dans laquelle vivent de nombreuses familles appartenant au FLNKS. Il y avait aussi une liste de gens connus comme indépendantistes et dont le nom était suivi de la mention « A massacrer » !

D'autres documents, émanant d'un groupe de colons constitués en milice dans la région de La Foa, montrent clairement les intentions de l'extrême droite caldoche. Il s'agit de procès-verbaux de réunions qui se sont déroulées au cours de l'année précédente. L'organigramme du groupe est celui d'une véritable OAS. Il y a les descriptions des moyens en hommes et en matériel, nécessaires aux attaques prévues. Les objectifs sont clairement indiqués : tribus kanaks, militants du FLNKS, etc. La stratégie de destruction est minutieusement détaillée : « incendie des cases », « viol des femmes », prise d'otages, liquidations d'indépendantistes... En ce qui concerne Nouméa,

DEBUT DE L'INDEPENDANCE...

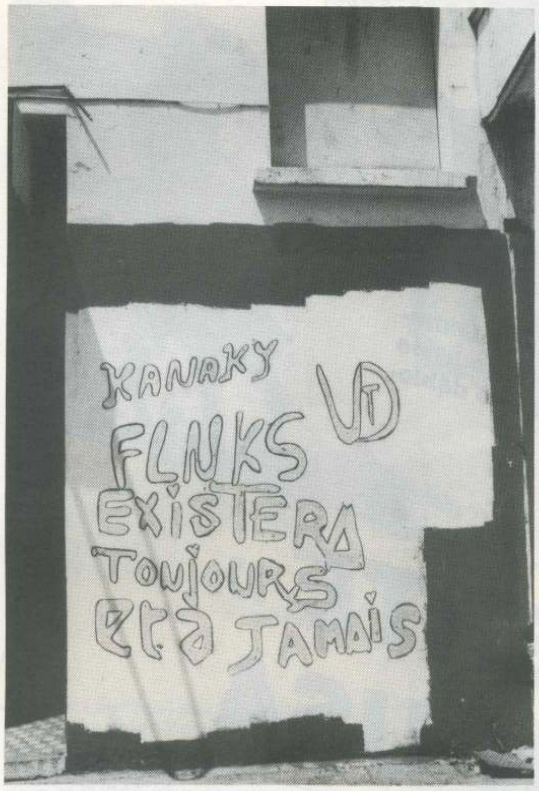
DEPUIS trois ou quatre ans on assiste au développement d'une vie sociale et économique au sein de la communauté Kanake. Elle se fait en marge des institutions et des structures coloniales. On trouve ainsi les GIE (groupements d'intérêt économique), les EPK (écoles populaires kanakes), les « vigiles de santé »...

Le GIE le plus célèbre est celui de Gatope et Oundjo. Ces deux villages vivent de la pêche. Le développement de cet organisme a permis d'améliorer l'équipement des pêcheurs, d'entreprendre leur formation et surtout de mettre en place un circuit direct de vente et d'approvisionnement. D'autres GIE fonctionnent dans des communautés agricoles (exploitation commune de la terre).

Les EPK ont été mises en place après le lancement du mot d'ordre de boycott de l'école officielle. Dans beaucoup d'endroits, elles fonctionnent mal mais à Poum des instituteurs rémunérés par le rectorat et des intervenants bénévoles travaillent.

En matière de soins, on forme sur place des « vigiles de santé » qui palient au manque de personnel médical.

Ces structures, si elles présagent peut-être de ce que pourra être la future Kanaky, ne contournent cependant pas le problème essentiel de l'indépendance. C'est celle-ci qui donnera aux communautés kanakes leur pleine autonomie.



PALABRES PUBLIQUES

A Semonée, en Nouvelle-Calédonie, s'est tenue le 30 février 86 la convention nationale du FLNKS : celui-ci a décidé de ne pas participer aux élections législatives de Mars. Cette prise de position n'est pas sans toute culte de la réunion.

Tous les groupes politiques concernant le Front n'étaient pas, a priori d'accord. L'UC, l'USTKE et le PSK proposaient la participation, le PALIKA et les tenants Kanakes proposaient le boycott. Mais tous acceptaient a priori la décision finale qui serait prise par consensus. Par contre le FULK (Front Uni de Libération Kanake) et l'UPM (Union Populaire Mélanésienne) annonçaient catégoriquement leur décision de boycott, quelle que soit la position finale du Front.

Le débat a fait surtout apparaître le mode de fonctionnement du FLNKS. Ce sont les Comités de Lutte (CL) et les CCC (Comités de Contrôle des Conseillers régionaux) qui détiennent la réalité du pouvoir. Dans ce cas précis, les CL décidèrent par deux fois du boycott. A travers ces discussions c'est le fonctionnement démocratique du FLNKS qui est en cause. Le débat n'est pas tranché. Mais comme le dit le communiqué final, « après tout, il est bien préférable de faire l'apprentissage (de la démocratie) avant l'indépendance plutôt qu'après »...

la liste des objectifs visés est plus longue : destruction de locaux syndicaux, du siège du journal « Bwenando », prise de la radio indépendantiste, assassinats en tout genre...

Tous ces documents prouvent l'existence d'une armée secrète, factieuse, d'extrême droite. Son but serait, à travers une insurrection, de mettre en place un comité de « salut public » qui prendrait le pouvoir.

LES SALES COUPS DE LA PESTE BRUNE

L'ENQUETE sur B. Deck a permis de découvrir les liens entre la droite classique (RPCR) et l'extrême droite.

En effet, Deck était en relation avec les membres du service de sécurité du RPCR de Lafleur. Mais il fricotait aussi avec ses différentes succursales : « Fraternité Calédonienne », « Forces Calédoniennes Libres » et la dernière née mais la plus active « Comité d'Action Patriotique » (CAP). Ses relations s'étendaient aussi au Front National et au Front Calédonien. Deck est donc le symbole actif des liens étroits unissant les grands colons calédoniens aux baroudeurs de tous poils prêts à en découdre avec les indépendantistes.

Actuellement, si les formations politiques de droite et d'extrême droite sont différentes, leurs organisations militaires et terroristes sont communes. A la demande du RPCR, et avec son aide financière, les milices « d'auto-défense » caldoches se sont structurées, organisées hiérarchiquement et leur champ d'intervention couvre toute la Nouvelle-Calédonie.

Depuis des mois des anti-indépendantistes fascistoïdes attaquent des communautés kanakes qu'ils brûlent et pillent. Ils plastiquent des véhicules, s'attaquent à des européens indépendantistes.

Aujourd'hui, ils multiplient les actions contre les kanakes. Dernièrement un avocat, le secrétaire général du PSK et le président de la Ligue des droits de l'homme ont été victimes d'attentats. Et il est sûr que le CAP a participé à l'assassinat de M. Hervouet qui négociait la restitution de ses terres à la tribu de Voh.

LES FLICS EN TERRE ADELIE !

LE FLNKS a proposé de muter, en terre Adélie, la police locale. C'est dire le bien que les indépendantistes en pensent.

En effet ils ont pu souvent constater, à Nouméa, à proximité des lieux des attentats, la présence d'une brigade de la police urbaine et de véhicules d'une société de surveillance privée « le Vigilant ».

Dans les tribus, les gendarmes s'avèrent « impuissants » à contenir les attaques des fascistes ; la conduite des magistrats locaux est dictée aux sièges du RPCR et du Front Calédonien.

Il existe donc une collusion ou au moins un « gentleman agreement » entre les autorités locales et les activistes.

Les caldoches anti-indépendantistes ont donc tout intérêt à garder « leur » police et voient d'un très mauvais œil l'arrivée des flics métropolitains qui sont chargés aujourd'hui des enquêtes sur Deck et les milieux activistes et de la surveillance de la société « le Vigilant ».

Devant les fascistes, le FLNKS est attentiste. La création de groupes défensifs reste encore une hypothèse pour beaucoup d'indépendantistes. Mais la montée de l'extrême droite, en nombre et en efficacité, doit conduire les kanakes à se poser concrètement le problème. Il est cependant évident que poser le problème de l'auto-organisation défensive passe par une position plus offensive face au plan Fabius. Les caldoches, quant à eux, sont prêts à déclencher un mouvement insurrectionnel très violent en vue d'éliminer les indépendantistes et de supprimer définitivement toute velléité dindépendance en Nouvelle-Calédonie. Il importe d'organiser, dès à présent, en métropole, le soutien aux luttes que seront amenés à entreprendre nos camarades Kanakes. □

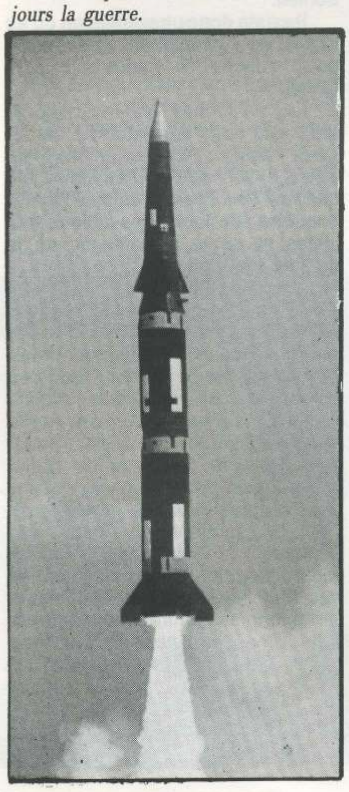
Dominique Deschamps

REAGANISME

DUVALIER en Haïti et Marcos aux Philippines viennent de tomber. Pinochet au Chili et Strossner au Paraguay seraient les suivants sur la liste... L'administration Reagan, chantre de l'anticommunisme et des régimes musclés, aurait-elle tournée casaque ? Pas de panique, les Amerloques ne déblocquent pas !

LA « LIBERTE » MADE IN USA

Economique ou militaire, c'est toujours la guerre.



LORS de l'arrivée de Reagan au pouvoir, en 1981, l'opinion publique américaine est en proie à de multiples « syndromes ». Vingt ans après la perte de Cuba, six ans après qu'au « syndrome du Vietnam » se soient ajoutés l'Iran khomeiniste et le Nicaragua sandiniste, la menace pèse sur le Guatémala et le Salvador. D'entrée de jeu, le cow-boy Reagan mettait donc l'accent sur les questions stratégiques et promettait des victoires rapides.

JE VOUS SALUE, FIASCO

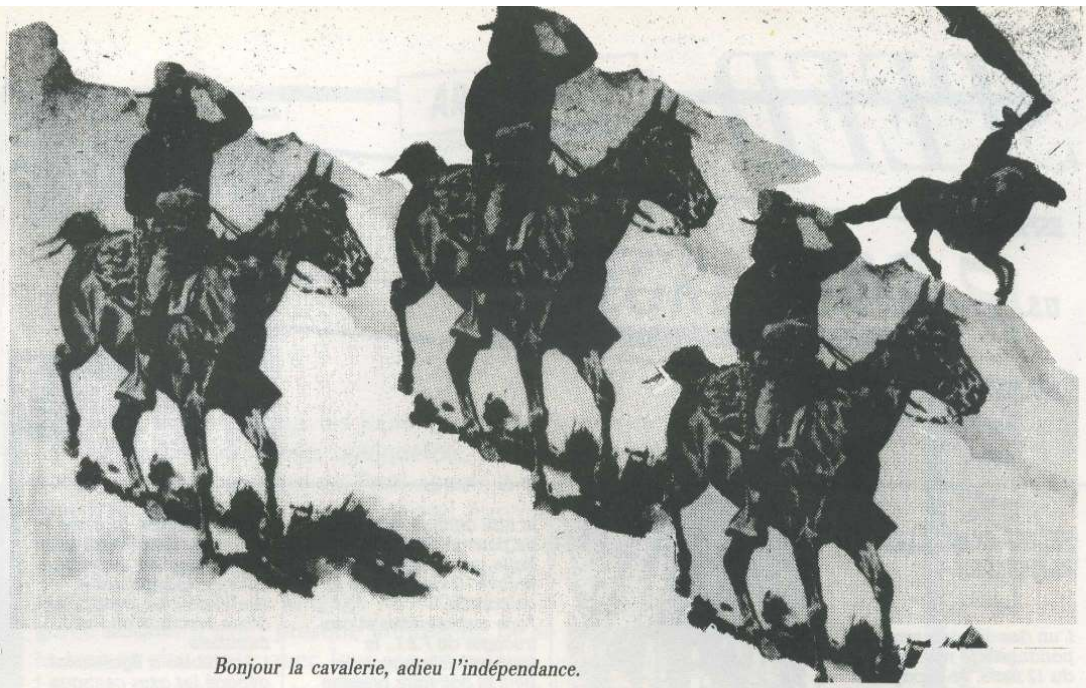
EN Amérique Centrale, l'administration Reagan ayant hérité des situations de Cuba et du Nicaragua, c'est au Salvador qu'elle voulait donner une valeur de test. Comme devait le rappeler le président américain, « le Salvador est plus proche du Texas que celui-ci ne l'est du Massachussetts et le Nicaragua plus proche de Miami que la Floride de Washington ».

Le géant américain n'allait faire qu'une bouchée de la minuscule guérilla salvadorienne. En mars 1982, le Conseil National de Sécurité devait toutefois, baisser le ton et présenter comme un succès le fait que la guérilla, au Salvador, « n'a pas encore obtenu de victoire militaire ». Bien triste consolation et premier échec cuisant !

La guerre des Malouines (d'avril à juin 1982) sera l'occasion d'amorcer un tournant. Alors que Cuba et le Nicaragua soutiennent l'Argentine des généraux, les USA tentent de jouer les médiateurs avant de se ranger aux côtés de Thatcher, lâchant ainsi un régime militaire devenu trop encombrant. Mais c'est, paradoxalement, l'épisode de La Grenade qui va démonter la nouvelle stratégie américaine.

Au pouvoir depuis 1979, Bishop est arrêté à son retour d'un voyage aux Etats-Unis, en juin 1983. Libéré peu après, il est assassiné en octobre par un secteur plus radical que Fidel Castro lui-même définissait comme « des hyènes sorties des rangs de la révolution ». En intervenant militairement à La Grenade, le 25 octobre 1983, parallèlement aux premières élections libres argentines depuis dix ans (le 30 octobre), les USA veulent désormais se présenter comme des « libérateurs ». Il faudra quand même pas moins de 8 jours au géant américain pour contrôler totalement une île peuplée de... 115 000 habitants !

Prouver que tous les pays de la région sont libéralisables, excepté le Nicaragua, cela suppose l'abandon de considérations exclusivement stratégiques et la reconnaissance de problèmes économiques et sociaux. Tel est le but du rapport Kissinger, présenté en janvier 1984. Pour le rapporteur, la situation en Amérique Cen-



Bonjour la cavalerie, adieu l'indépendance.

trale et Latine est due à « la pauvreté, l'injustice et le blocage des systèmes politiques », autant d'éléments sur lesquels s'appuient Cuba, le Nicaragua et l'URSS pour pousser la crise « à son paroxysme ». Le remède proposé par Kissinger : accroître l'aide aux « contras » tout en impulsant des réformes. Tels seront les axes de la politique reaganienne durant son second mandat. D'autant que le premier mandat s'est achevé sur un nouvel échec.

LA DOCTRINE SHULTZ

DEPUIS 1981, Reagan justifiait son hostilité à Managua par le refus sandiniste d'organiser des élections. En novembre 1984, alors que la libération touchait l'Uruguay à l'issue d'élections libres, le Nicaragua organisait également une consultation électorale, tant réclamée par les USA. Las !, les sandinistes remportaient une victoire...

Le 15 janvier 1985, le leader de l'opposition brésilienne était élu président. Deux mois après, alors qu'il venait de décéder, le vice-président élu, Sarney, prêtait serment, mettant fin au régime militaire. La libéralisation, toujours. Mais, parallèlement, l'administration Reagan multipliait ses menées antisandinistes. Au lendemain des élections nicaraguayennes, les USA avaient interrompues les discussions bilatérales secrètes. Le Congrès américain était maintenant soumis à des pressions pour accorder 14 millions de dollars d'aide aux « contras ». Devant le refus du Congrès, Reagan étrenne son second mandat en annonçant un embargo commercial total contre le Nicaragua, à partir de mai 1985.

La nouvelle stratégie américaine repose, désormais, sur la doctrine de Georges Shultz. Reprenant l'échelle de gravité des conflits que le Pentagone a peaufinée, Shultz considère que les cas d'Afghanistan, Angola, Cambodge, Liban, Philippines et Amérique Centrale relèvent de la catégorie « conflits à faible intensité ». Dans tous ces pays serait apparue « une nouvelle forme de lutte, celle de gens qui, partout dans le monde, risquent leur vie contre le despotisme communiste ». Et Shultz d'assimiler ces mouvements à des « révolutions démocratiques », les USA se devant de soutenir ces « combattants de la liberté ».

L'application de la « doctrine Shultz » en Haïti a tardé à se concrétiser pour deux raisons majeures : l'absence d'une solution de rechange et le désaccord de la France, encore socialiste, prête quant à elle à épauler Duvalier (l'aide française est passée de 60 millions de francs en 1982 à 178 millions en 1985). Mais pour éviter tout dérapage, les Etats-Unis ont fini par lâcher Duvalier, passant outre les réticences de Paris et refilant le dictateur déchu, en guise de cadeau, à son protecteur français.

Début février 1986, quittant une réunion de la cellule de crise formée pour le cas haïtien, des diplomates américains pouvaient lâcher leurs bons mots : « La prochaine fois qu'on se retrouvera, ce sera pour Pinochet (...) Non, il y aura Marcos avant ». Effectivement, l'heure de la libéralisation aux Philippines venait de sonner.

LA CAROTTE OU LE BATON ?

L'ASSASSINAT de Ninoy Aquino, en août 1983, marque le début de la fin des bonnes relations entretenues par les USA avec Marcos. Mais l'administration Reagan hésitera longtemps avant d'apporter son soutien à l'opposition, incarnée par la veuve Aquino. L'enjeu rendait le choix américain délicat : il s'agissait de préserver, à tout prix, la base navale de Subic Bay, la base aérienne de Clark ainsi que les 21 autres installations de l'archipel. Ne parvenant pas à convaincre Cory Aquino de collaborer avec Marcos et comprenant que le maintien du régime ne pourrait faire reculer la guérilla, les USA ont fini par lâcher le dictateur, se présentant, une fois encore, comme des libérateurs. Mais que le nouveau pouvoir échoue dans ses pourparlers avec les communistes et que la guérilla se développe, alors les Etats-Unis n'hésiteraient pas à intervenir directement, pour la « défense de la jeune démocratie philippine »... et de leurs intérêts stratégiques dans la région !

Au lendemain de la chute de Marcos, Reagan pouvait déclarer, avec force cynisme : « Nous estimons que les Nicaraguayens, comme les Philippins, ont droit à l'autodétermination par la démocratie ». Il est peu probable que les USA tolèrent de voir passer le Nicaragua dans les bras de Moscou, bien que toutes les pressions exercées sur Managua incitent à une telle alliance. Il est improbable aussi, au jour d'aujourd'hui, que les Etats-Unis interviennent directement au Nicaragua. Par contre, les sandinistes ont tout à craindre des mesures draconiennes et des erreurs politiques que les pressions US pourraient leur faire commettre. L'administration Reagan n'attend qu'une vague de mécontentement intérieur accompagnée d'une condamnation internationale pour se présenter, au Nicaragua aussi, comme libératrice. La doctrine Shultz intelligemment utilisée pourrait s'avérer une redoutable arme idéologique, justifiant tous les coups de force. □

Juan Hernandez

SPEED

ESPAGNE

U.S.A.

ITALIE

FELIPE GONZALEZ PLEBISCITE

L'un des derniers sondages portant sur le référendum du 12 mars, en Espagne, prévoyait 34% de non, 30 % de oui, 3% de votes blancs ou nuls, 3% d'abstentions et 25% d'indécis. A la vue des résultats, rarement sondages auront été aussi loin de la réalité : 53% de oui, 39% de non, 8% de blancs ou nuls et 40% d'absentions. La victoire électorale des socialistes espagnols équivaut à un véritable plébiciste de Felipe Gonzalez.

Certes, ce dernier n'avait pas lésiné sur les moyens. De nombreux observateurs ont souligné que, durant toute sa campagne, Felipe Gonzalez n'a jamais parlé de l'OTAN , laissant au contraire entendre qu'il s'agissait de se prononcer pour ou contre « l'intégration définitive de l'Espagne à l'Europe ». De même, les plages horaires accordées par la télévision aux différents concurrents sont révélatrices : 59% du temps aux partisans du oui, 24% au non et 19% à la droite abstentionniste. Mais l'essentiel reste la double crise que l'Espagne vient d'éviter : celle du PSOE, au bord d'une scission que la victoire du non aurait rendue inévitable ; celle de la droite conservatrice qui, bien que pro-atlantiste, voyait ses leaders appeler à l'abstention dans le seul but de contrer le gouvernement.

En ne suivant pas les consignes de vote, l'électorat de droite sauve l'Alliance Populaire d'une grave crise interne...

Les partisans du non restent les grands perdants (du PC aux libertaires) bien qu'ils aient été majoritaires en Catalogne, en Euskadi et aux Canaries. A six mois des législatives, la social-démocratie espagnole se porte bien, merci. □

M. L.

L'ACHARNEMENT DU F.B.I.

Léonard Peltier, un des leaders du mouvement Indien Américain (A.I.M.), était à Wounded Knee en 1973, il faisait aussi partie du groupe indien de sécurité qui s'opposa à l'intervention armée et injustifiée du F.B.I. sur la réserve de Pine Ridge en 1975, qui fit trois morts dont deux agents du F.B.I.

Peltier et trois autres membres de l'A.I.M. furent poursuivis pour « aide et incitation au meurtre ». Les trois compagnons de Peltier furent acquittés en mai 1976 pour légitime défense, alors que Léonard, qui avait pris la fuite après la fusillade, était paradoxalement condamné à la prison à vie. Arrêté en décembre 1976, Léonard Peltier fut incarcéré à la prison de Marion où il participa activement aux luttes pour l'amélioration des conditions de détention. De 1976 à 1980, la quasi totalité des leaders de l'A.I.M. fut assassinée, technique meurtrière déjà éprouvée par le F.B.I. dans le démantèlement du Black Panther Party.

Malgré les menaces et même les tentatives d'assassinat, Léonard Peltier et ses avocats continuent le combat. Ils ont démonté point par point tout le dossier d'accusation, à tel point que le F.B.I. a été obligé de reconnaître que le fusil attribué à Léonard ne pouvait avoir tiré la balle qui constituait la preuve « évidente » de sa culpabilité.

Face aux meurtres et aux trucages du F.B.I., la solidarité internationale peut et doit faire pression sur les juges. Il faut que la cour d'appel, qui doit bientôt rendre son verdict, redonne la liberté à Peltier et par-là même rende la parole à la cause indienne.

Adresse des juges : Judges Gerald Heaney, John Gibson and Donald Ross, U.S. court of appeals (Eight circuit), 1114 Market street, St-Louis, Missouri 63101. U.S.A. □

Trempas

INITIATIVES ANTIMILITARISTES

Le dimanche 9 février s'est tenu, à Reggio-Emilia, l'Assemblée Antimilitariste Anarchiste à laquelle participaient une cinquantaine de délégués venus de toute l'Italie ainsi que les rédactions des journaux « Senza Patria » et « Umanità Nova ».

A l'issue de cette assemblée, il a été décidé d'organiser une semaine d'Initiatives Antimilitaristes et Antipatriotiques au niveau local, du 26 au 31 mai prochains, c'est-à-dire dans la semaine précédant les célébrations militaires du 2 juin. Conjointement, sur tout le territoire, diverses actions seront menées telles que distribution de tracts, affiches, assemblées et manifestations, avec tirage d'une brochure et d'un manifeste.

L'Assemblée a également dégagé les axes centraux de l'intervention antimilitariste en reconnaissant la gravité de la situation politico-militaire en Méditerranée qui place l'Italie au bord de nouveaux conflits. C'est dans cette perspective que s'insère donc l'opposition au « néo-patriotisme tricolore », la campagne pour la « dislocation des Forces Armées », les luttes contre les centrales nucléaires (Comiso en particulier) et contre la production de guerre.

Autres initiatives : un congrès sur le rôle de l'armée aujourd'hui (début octobre) afin de définir un projet commun à tout l'antimilitarisme anarchiste ; une manifestation nationale (début novembre) avec renvoi de livrets militaires et déclarations publiques d'insoumission. Rappelons à ce sujet que de nombreux objecteurs et insoumis sont actuellement incarcérés en Italie et que des antimilitaristes sont poursuivis, à Livourne, pour « insultes aux Forces Armées ». □

Denis

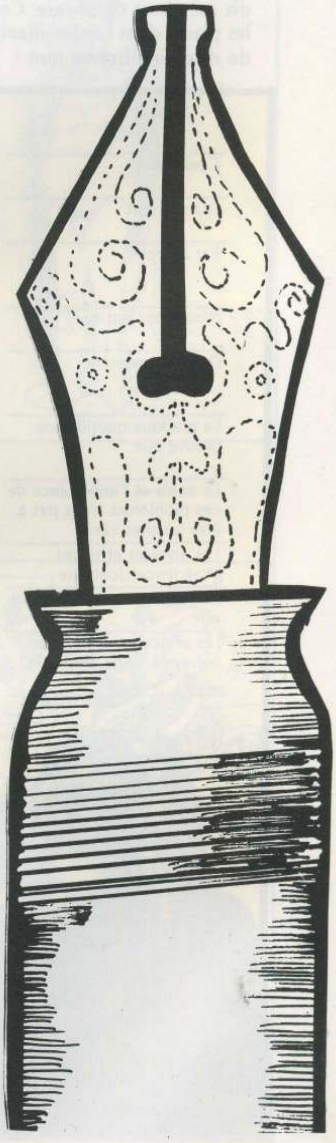
LANGUES DE BOIS

LE DEGRE ZERO DE L'ECRITURE

"POUR la vie de tous les jours, il était évidemment nécessaire, du moins quelquefois, de réfléchir avant de parler. Mais un membre du Parti appelé à émettre un jugement politique ou éthique devait être capable de répandre des opinions correctes aussi automatiquement qu'une mitrailleuse sème des balles. Son éducation lui en donnait l'aptitude, le langage lui fournissait un instrument grâce auquel il était presque impossible de se tromper, et la texture des mots, avec leur son rauque et une certaine laideur volontaire, en accord avec l'esprit de l'Angsoc, aidait encore davantage à cet automatisme.

Le fait que le choix des mots fût très restreint y aidait aussi. Comparé au nôtre, le vocabulaire Novlangue était minuscule. On imaginait constamment de nouveaux moyens de le réduire. Il différait, en vérité, de presque tous les autres en ceci qu'il s'appauvrissait chaque année au lieu de s'enrichir. Chaque réduction était un gain puisque, moins le choix est étendu, moindre est la tentation de réfléchir. »

(Georges Orwell)



TINTIN AU NICARAGUA

LES Ediciones Monimbo, Nicaragua libre, ont publié un « Dictionnaire de philosophie politique populaire » d'un certain Jorge Detrinidad Martinez. Ce joyau de propagande stalinienne a été diffusé gratuitement par la centrale syndicale sandiniste et employé ainsi dans la campagne « d'alphabétisation des masses ». En voici quelques extraits, mais, attention, poison, pas d'utilisation prolongée..

« ANARCHISME. Doctrine politique (utopique) qui prône, comme but pour l'évolution humaine, une société sans Etat où l'égalité serait l'unique loi de l'être humain. Conduite politique destructive de l'autorité et subversive de l'ordre social, privant de sens le processus évolutif de l'humanité (...) Exprime les états d'âme des petits propriétaires et artisans en faillite et des éléments déclassés, même si ses porte-paroles sont en général des intellectuels petits-bourgeois (...).

S'oppose à la lutte politique organisée de la classe ouvrière et au rôle dirigeant de son parti. Cultive le spontanéisme et le terrorisme individuel. Déploie une nocive propagande anti-communiste et anti-soviétique qui tend à désorganiser les rangs du prolétariat.

« ANARCHO-SYNDICALISME. Courant petit-bourgeois du mouvement syndical (...). En cohérence avec son analyse erronée, il soutient que la nouvelle société pourrait être créée à partir des syndicats qui gèreraient tous les moyens de production sans qu'il soit besoin pour le prolétariat de conquérir le pouvoir politique d'Etat.

« ANTIMILITARISME. (...) Quelques courants antimilitaristes nient en bloc et globalement un rôle progressiste à certains secteurs des forces armées, sans voir qu'un tel rôle existe et se manifeste chaque jour plus clairement...

« ANTISEMITISME. (...) En Union soviétique et dans les autres pays socialistes, il n'existe pas de terrain social favorable à l'antisémitisme.

« AUTOGESTION SOCIALE. Forme d'organisation et de direction de la société communiste, résultat naturel du perfectionnement et du développement de la démocratie socialiste. On y parvient quand va disparaissant la nécessité d'un appareil étatique spécifique (...). L'Union soviétique est actuellement en train de faire des pas décisifs vers l'autogestion sociale.

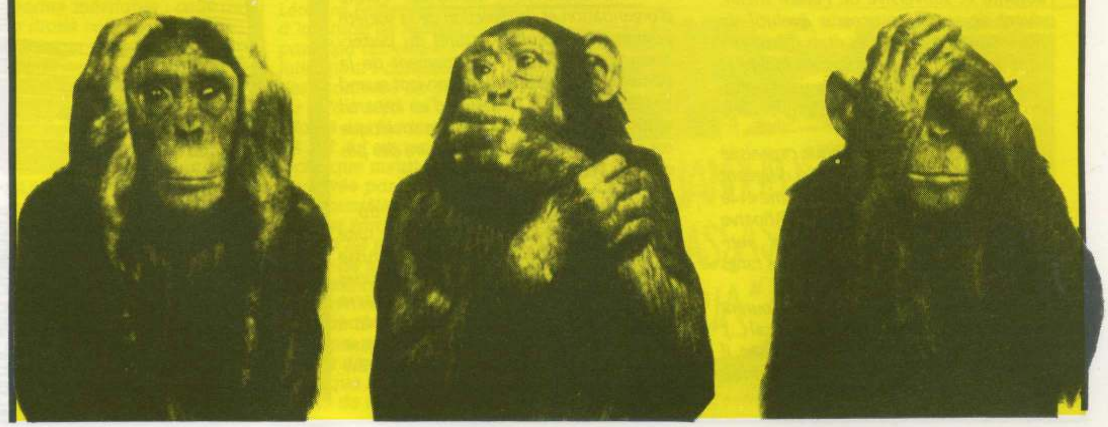
« TROTSKYSTE. Partisans du trotskysme. Trotsky (...) commença de suite après le triomphe de la Révolution russe à manifester des positions et des attitudes révisionnistes de l'époque. Il se consacra à combattre les dirigeants et le système social triomphant du prolétariat russe. Trotskysme est devenu synonyme de révisionnisme et de réaction.

PETITES PHRASES ET CREUX DISCOURS

LA première fois que nous avons lu ce qui suit cela nous arrivait des étudiants tchèques en mai 68. Puis les brésiliens avaient repris et adapté ce tract. Aujourd'hui, c'est au tour des polonais... Après six mois de discours politiciens en France, AGORA vous permet de vous lancer vous aussi dans l'arène du vide et de briller dans le vieux monde.

Notice d'emploi : La grille ci-dessous comporte quarante éléments répartis en quatre colonnes. Chacune comporte dix membres de phrase. Ces éléments peuvent être combinés entre eux indifféremment à condition toutefois de les placer dans l'ordre allant de I à IV. Ainsi, 10 000 combinaisons peuvent être obtenues, de quoi alimenter 40 heures de discours. Bonne nuit !

I	II	III	IV
Camarades !	la réalisation des tâches définies par le programme	nous oblige(nt) à procéder à l'analyse	de structures nouvelles de gestion et de financement
D'autre part	l'étendue et l'importance de la préparation des cadres	joue(nt) un rôle essentiel dans la définition	des tendances futures de développement
Par ailleurs	l'accroissement constant de la quantité ainsi que de l'étendue de nos activités.	exige(nt) une définition plus précise	d'un système généralisé de participation
N'oublions pas que	la structure actuelle de notre organisation	aide(nt) la préparation la plus large à la définition	des attitudes des participants face aux exigences de l'organisation
De cette manière	le nouveau mode d'organisation de notre fonctionnement	assure(nt) la participation la plus large à la définition	de nouvelles propositions
La pratique quotidienne prouve que	le développement des diverses formes de notre activité	comble(nt) une lacune dans l'établissement	des tendances d'une éducation progressiste
Le poids et l'importance de ces problèmes n'ont pas à être justifiés car	le renforcement constant de l'information et de la propagande	permette(nt) dans une plus large mesure la création	d'un système de préparation des cadres conforme à nos besoins
Les diverses et riches expériences font que	l'intensification et l'essor de nos structures	provoque(nt) une meilleure appréciation de l'importance	des conditions optimales d'activation
Le souci d'organisation fait que	la consultation permanente des militants	représente(nt) une tentative audacieuse de vérification	du modèle de développement
Les principes de base de notre idéologie ainsi que	le fait d'avoir engagé une action profonde dans le but de façonner les attitudes	donne(nt) naissance à un processus de mise en place et de modernisation	des formes d'action



ZONE

INQUISITION, SUITES EN R.F.A.

Plus de 2 000 personnes ont assisté aux débats organisés par la Bunte Liste, dans le cadre de la Deuxième Semaine Anticléricale de Freiburg (voir Agora n° 28 et 31). Des cassettes et des vidéos de ces débats peuvent être commandés auprès de la Bunte Liste. Beau résultat donc, si l'on considère que les médias allemands continuent d'exercer un « black out » total sur ces manifestations. Il faut dire que la Bunte Liste n'a pas lésiné sur les moyens : 60 000 tracts et affiches ont été distribués ou collés. La police est intervenue lors des collages pour relever l'identité de quelques afficheurs, malgré la permission officielle qu'on leur avait donné. Deux jours plus tard, la municipalité retirait l'autorisation et ordonnait à la police municipale d'arracher toutes les affiches. Les télégrammes, venant du monde entier et protestant contre cette interdiction ont contraint la municipalité à redonner cette autorisation mais sans aller jusqu'à recoller les affiches. Nostalgie des pogroms, des chrétiens fanatiques se sont fait « justice » eux-mêmes, ne se contentant plus des menaces proférées par lettres anonymes, ils ont déchiré les affiches, agressé deux militants de la Bunte Liste, cassé la vitrine d'une expo anticléricale. Pourquoi se seraient-ils gênés puisque la police ferme les yeux et que l'église les encourage à de telles agressions ? N'a-t-elle pas déclaré dans le « Bildpost », le plus grand journal chrétien d'Europe : « Est-ce que 27 millions de chrétiens doivent accepter cela ? ». Nous devons plus que jamais témoigner de notre soutien afin que cessent ces pratiques inquisitoires d'un autre millénaire. D'autant plus que le ministère public a introduit une nouvelle instruction pénale contre neuf militants anticléricaux. □

A. C.

ZONE DEBAT AU BRESIL

L'Univeria — université ouverte — a été créée, au moment de la renaissance du mouvement juste après le départ des militaires, dans le but de promouvoir les idées anarchistes.

Les libertaires brésiliens réunis au sein de l'Univeria se disent soucieux de redéfinir une stratégie pour le mouvement libertaire face à l'actuel cadre politique du Brésil. Leur objectif n'est pas seulement celui de l'articulation et du renforcement des liens, c'est surtout l'établissement d'un plan de travail commun et d'un pacte de solidarité qui puisse marquer leur insertion et contribution sociales.

Dans cette optique, ils ont réalisé, en février dernier, la 1re Rencontre Libertaire du Brésil. Parmi les thèmes de discussion proposés, aussi bien des sujets théoriques que des problèmes de société : les anarchistes et le pacte social de la bourgeoisie ; bases pour la réorganisation des anarchistes ; écologie et liberté ; les radios libres...

Univeria avait déjà organisé des conférences sur divers thèmes sociaux en 1985. Notons que ces journées ont été soutenues par le Centre d'Etudes et de Recherches Sociales ainsi que par le collectif « O Inimigo do Rei », journal libertaire brésilien.

Gageons que cette nouvelle initiative des libertaires n'est qu'un premier pas et qu'ils sauront trouver leur place sur l'échiquier politique brésilien. □

M. N.

PREMIERES SEANCES A PARIS

Le Théâtre Libertaire de Paris, dont on entendait parler depuis quelques temps, est enfin devenu une réalité. Le T.L.P. s'installe dans l'ancien théâtre Déjazet, qui a été, grâce à deux mois de travaux, entièrement rénové.
Programmation alléchante : Ferré, Capart, Wootton, Lafaille, Font et Val, etc. Volonté, aussi, de renouer avec la tradition du music-hall, qui permettra, grâce aux premières parties, de découvrir des artistes peu connus.
L'expérience du T.L.P., qui s'ajoute à celle de Radio-Libertaire et du Trou Noir, est à soutenir. Elle est difficile car audacieuse, mais salutaire par la volonté affirmée de s'opposer à l'uniformisation culturelle conséquence du matraquage médiatique.
Et puis, sans être pessimiste, quand Elkabach et Danièle Gilbert remonopoliseront le petit écran, que Sardou polluera les ondes et que les recettes de Rambo VIII pulvériseront celles de Rocky XI, les parisiens auront au moins la chance d'aller au T.L.P. pour s'oxygéner les neurones !
— Et les autres ?...
— Hé bien... si on suivait l'exemple ! □

A. C.

Le T.L.P.-Déjazet
41, boulevard du Temple
75003 Paris
Tél. 48 87 97 34

PHOTOS

« La tâche prioritaire du nouveau pape sera de se pencher sur les problèmes concrets de l'Eglise »

TLP
DÉJAZET

AMAZONIE

DES FORÊTS ET DES HOMMES

EN janvier, 60 Indiens Tukanos de la région du haut Rio Negro ont été abattus. Après enquête, l'organisme chargé de la protection des Indiens dément. Cet événement significatif de la tension qui règne actuellement en Amazonie.

AVEC 500 millions d'hectares (9 fois la France), plus de la moitié du territoire brésilien, l'Amazonie s'étend sur trois régions administratives : le Nord, le Centre-Ouest et le Nord-Est.

L'Amazonie est longtemps restée une région effrayante et fascinante, sa dénomination d'« enfer vert » tend à le prouver. La forêt couvre, en fait, 320 millions d'hectares dont 280 de forêt dense. Cependant, avec les projets portant sur *« sa colonisation et son développement »*, lancés par les militaires, l'exotisme qui lui fut si longtemps attribué devait être oublié.

EN AVANT, TOUTE !

A PARTIR de 1964, les principaux axes de cette nouvelle politique furent l'incitation à l'exploitation de la région, son occupation et son intégration à l'économie nationale. Le but de ces nécessités devenues lois étaient clairs : il convenait de soustraire l'Amazonie aux convoitises étrangères, de la développer et, bien entendu, d'étendre le pouvoir de l'Etat.

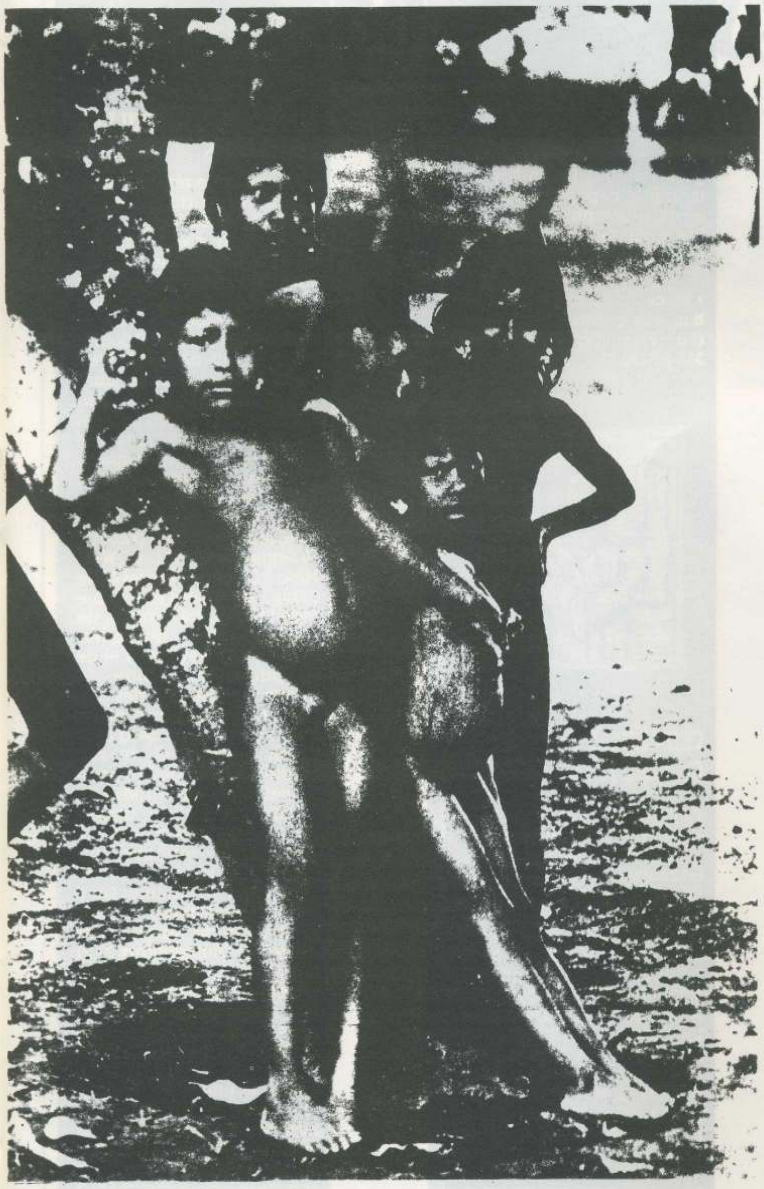
Le top-départ de cette vaste campagne sera la mise en chantier de la Transamazonienne. La grande aventure commence en 1970 et la levée de boucliers qu'elle provoque aussi bien au Brésil qu'à l'étranger n'y change rien. Les écologistes dénoncent un chantier qui mène, sans nul doute, à la destruction du plus grand potentiel forestier du monde. D'autres crient au scandale, parlent de massacre d'Indiens, d'inadmissibles conditions de travail. Mais qu'importe, la civilisation est en marche ! Le chef d'œuvre n'a-t-il pas, avant toute chose, une fonction sociale ? C'est à partir de la Transamazonienne que doivent être créés des centres de colonisation destinés aux paysans qui auront ainsi libre accès à la terre. Le slogan qui accompagne toute cette campagne n'est-il pas : *« Amazonie : une terre sans hommes pour des paysans sans terre »* ?

Or, voilà qu'en 1974 tout bascule. Les projets sociaux sont abandonnés ainsi qu'une partie de la Transamazonienne. Nouveau projet, tout aussi gigantesque : la mise en valeur de la région par des sociétés privées. L'Amazonie se voit donc livrée à de grandes entreprises — brésiliennes ou étrangères. L'arrivée des grands coïncide avec la fin du « miracle » et, la dette croissant, ils se feront plus nombreux. La première ressource de l'Amazonie étant son espace libre et ses terres vierges, l'Etat les destine à l'élevage. La deuxième ressource est la forêt, et les multinationales de se tailler des empires forestiers : 300 000, 400 000 hectares d'un seul tenant. Les firmes étrangères possèderaient, actuellement, 15 millions d'hectares en territoire brésilien. A partir de 1980, nouveau son de cloche : voilà ouverte l'ère de l'exploitation minière, moins dévastatrice écologiquement, mais de loin la plus meurtrière pour les Indiens.

A L'ATTAQUE !

"LES Indiens sont des imbéciles et des paresseux qui occupent trop de terres ». Voilà qui en dit long sur l'intérêt porté à la population indienne qui, pour fuir les chasseurs d'Indiens, ont fait de l'Amazonie leur dernier refuge. Avec le temps, les chasseurs se sont modernisés ; les moyens employés sont plus puissants ; l'avancée plus rapide est maintenant définitive : on ne parcourt plus les territoires indiens, on les occupe.

Le génocide des Indiens n'a de nouveau que la diversité des tribus touchées et sa quasi-officialisation. Sur les 4 à 5 millions d'Indiens que comptait le Brésil lors de l'arrivée des Portugais, il n'en reste que 225 000. Certes, l'Etat brésilien ne mène pas ouvertement une politique d'extermination des Indiens, mais son laisser-faire en matière de développement amazonien y ressemble fort. En fait, la tactique employée en cas de conflit est le retrait délibéré des pouvoirs publics ou alors la passivité, ce qui, dans tous les cas, fait le jeu des envahisseurs. La FUNAI (Fondation Nationale de l'Indien), censée les protéger, a en fait pour mission de préparer psychologiquement les Indiens à subir le choc de la colonisation. Elle dépend d'ailleurs du Ministère de l'Intérieur, promoteur du développement amazonien. Le SPI (Service de Protection des Indiens) fut dissout pour corruption et la FUNAI le remplace depuis 1977, mais semble aujord'hui atteinte du même mal. Pour certains indiens, *« la FUNAI n'est qu'une agence de développement chargée de traiter avec les Indiens »*. Cette dénonciation



paraît bien pâle aux vues de la réalité.

Au nom du progrès, de la civilisation, les terres indiennes sont réquisitionnées dans la violence la plus débridée, sans aucun scrupule. Scrupules, dites-vous, et pour quoi faire ? N'a-t-on pas affaire à des « sous-hommes » dont il convient de se débarrasser au plus vite ? « Le Brésil ne peut se permettre le luxe de voir son développement entravé par une douzaine de villages indiens ». Alors, tous les moyens sont bons ! Fusils, poison, explosifs, bombes et j'en passe. Parfois, pas de violence : la FUNAI se charge des attestations certifiant l'absence d'Indiens sur les terres convoitées ; elle intervient dans l'organisation interne des tribus et provoque ainsi leur démantèlement. Mieux encore, il suffit qu'un Indien soit atteint d'une maladie « blanche » grave pour que les trois quarts du groupe meure en quelques mois.

IRRESPONSABLES, MAIS ADULTES !

AUJOURD'HUI, avec la recrudescence des conflits opposant Indiens et chercheurs d'or, on ose encore parler de différends entre primitifs et civilisés. Ces stéréotypes n'ont plus de raison d'être. Le fait est que les chasseurs d'Indiens, chercheurs d'or ou autres n'ont plus en face d'eux des Indiens craintifs et désarmés. Pour répondre aux agressions dont ils sont victimes, les Indiens s'organisent.

Un des faits nouveaux et des plus surprenants de la fin des années 70 est que les liens se nouent, peu à peu, entre les différents peuples indiens du Brésil. Depuis un certain temps déjà, des assemblées de chefs se déroulent dans la plupart des tribus. *« Un des objectifs des assemblées est d'amplifier la lutte pour la récupération des terres. Nous cherchons à retrouver nos anciennes valeurs perdues car ce sont les seuls instruments qui nous donneront des forces pour notre survie future en tant que groupe indigène ».* En avril 1980, neuf représentants indiens fondent l'UNI (Union des Nations Indiennes).

Pour faire échec à la résistance naissante des Indiens, l'Etat brésilien, par le biais de la FUNAI, tente par tous les moyens de freiner le mouvement. Simultanément, l'action directe se fait plus violente : plusieurs leaders indiens sont assassinés. Les Indiens ne sont plus isolés. Face à ces offensives, des associations de défense sont créées. Le CIMI (Conseil Indigéniste Missionnaire), refusant l'évangélisation à outrance, favorise l'auto-détermination des Indiens. Forts de ces appuis, ces derniers ont franchi une nouvelle étape : des tentatives de conciliation ont eu lieu avec les paysans.

Signe encourageant : on constate que les nations indiennes les plus fortes recommencent à croître depuis ces cinq dernières années. Considérés comme irresponsables par le droit brésilien, les Indiens se comportent en adultes : ils prennent désormais leurs affaires en main.

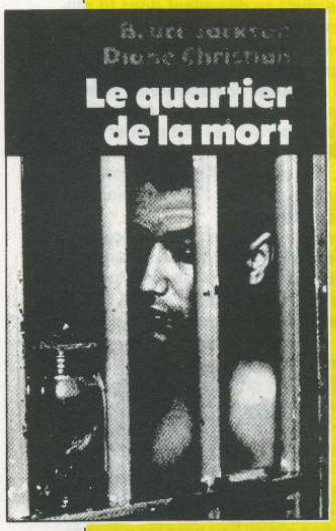
ENFER VERT OU DESERT ?

LORS du lancement de la Transamazonienne, les mouvements écologistes ont crié au scandale. Ils argumentaient alors que le déboisement de la forêt vierge (6 fois la France) diminuerait la production mondiale d'oxygène et affecterait la vie des citoyens, même dans les pays occidentaux. Quinze ans après, qu'en est-il ? Les controverses relatives aux conséquences des déboisements existent encore, mais il y a unanimité à reconnaître que la dévastation a été massive. Les divers projets de colonisation, l'ouverture des routes, les grands domaines d'élevage bovins ont provoqué la destruction d'au moins 10% de la forêt vierge. La presse brésilienne est alarmiste : *«Sans arbres, le sol amazonien sera soumis à la luminosité intense du soleil et perdra ses ressources en matière organique. La couche d'humus existante étant généralement très mince, le résultat est inévitable : l'enfer vert devient un désert ». « Des défrichements excessifs risquent d'entraîner une accentuation de la saison sèche ».* Ce ton est parfois excessif car les éco-systèmes amazoniens sont si complexes qu'il est difficile de le comprendre et de prévoir leur évolution.

Quoiqu'il en soit, ces quinze ans d'agression ont déjà des conséquences désastreuses aussi bien sociales qu'écologiques. Mais le profit capitaliste peut-il s'arrêter devant d'aussi mesquines considérations ? □

M. Da Silva

K I O S



VINGT TROIS HEURES ET QUINZE MINUTES

Dans le « Quartier de la Mort », les détenus de Death Row prennent la parole. Vingt-six condamnés à mort et quelques auxiliaires répondent aux questions de Bruce Jackson (sociologue et ethnologue) et Diane Christian (ethnologue). Cette prison du Texas est réputée comme l'une des plus dures des Etats-Unis.
Dans ce quartier, les condamnés à mort peuvent végéter, survivre pendant de nombreuses années en attendant par le biais des recours en cassation la révision de leur procès ou l'exécution de leur sentence. Que faire ? Certains préparent la révision de leur procès (étude des textes de loi, correspondance avec leur avocat...) d'autres deviennent mystiques, d'autres encore travaillent en relation avec l'extérieur, quant aux derniers ils sombrent dans la folie. « La seule fonction de Death Row est de maintenir en vie des individus qui doivent bientôt mourir ».
Ce qui ressort le plus à la lecture de ces témoignages est le sentiment de coupure, d'exclusion « du monde des vivants » et l'absence complète de perspective d'avenir. « Au quartier de la mort tu es enfermé vingts-trois heures, et quinze minutes tous les jours en moyenne. Ça fait beaucoup de temps dans une cage d'un mètre cinquante sur trois ». Pour un grand nombre la « perpète » est pire que la mort et nombreux sont ceux qui refusent un arrangement lors de leur procès (se déclarer coupable pour éviter la peine capitale).

Le grand intérêt de ce livre réside dans le fait qu'il présente des témoignages de gens vivant à Death Row. Il manque cependant à cet ouvrage un brin d'analyse. A lire pour se révolter contre l'absurde carcéral.

C. B.

• Bruce Jackson, Diane Christian, « Le quartier de la mort » (Ed. Plon, Terre Humaine, 386 p., 130 F).

ŒUVRE DE SALUBRITE COLLECTIVE

Tonique ! Décapant ! Enthousiasmant ! La lecture de « Garde à vous ! », un pamphlet antimilariste dû à la plume de Gabriel Veillard, m'a littéralement enthousiasmé. Quelle énergie, quel souffle que ce cri de révolte contre le patriotisme et le militarisme, cette rage affichée contre la soldatesque, ses valeurs et ses pratiques ! Le style est certes peu inhabituel de nos jours, l'abondance de citations disparates surprenante. Il n'empêche. Si l'argumentation n'est pas nouvelle, ce petit livre écrit par un militant anarchiste qui fut condamné en... 1921 pour insoumission constitue une véritable apologie de la responsabilité et, ce faisant, du refus d'obéissance. En ces temps de morosité et de modernité à tous crins, cela claque au vent telle une œuvre de salubrité collective. C'est stimulant, je vous l'assure
Récemment créée, la petite maison d'éditions « Le Goût de l'Etre », où paraît ce sympathique ouvrage, publie par ailleurs un nouveau recueil de poésie de Gérard Dupré : une invitation à partager le voyage de « la mouette au vol sans fin »

M. A.

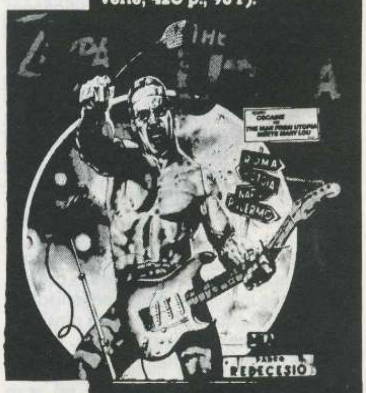
• Gabriel Vieillard, « Garde à vous ! » (66 pages, 39 F) et Gérard Dupré, « Et des étincelles jaillirent de mes orties... » (38 pages, 25 F) sont disponibles notamment auprès de leur éditeur : Le Goût de l'Etre, BP 403. 80004 Amiens Cedex.

MUSIQUE A REVEILLER LES MORTS

L'Histoire ne se répète pas, et pourtant... Jamie Lynch, l'impresario du Nazgul a été retrouvé, le cœur arraché, raide mort sur l'une des affiches de leur dernier concert à West Mesa. On se souvient du Nazgul, ce groupe mythique de la fin des années 60 dont le chanteur fut abattu à West Mesa par un inconnu dissimulé dans la foule. Le Nazgul : l'un des derniers groupes porteurs d'une musique emplie encore de mémoire, le catalyseur d'événements inquiétants qui se brouillent dans les rétrospectives du futur. Mais que s'est-il passé ce 20 septembre 1971 à West Mesa ? La fin des années 60, le début des années 80 ?... Que reste-t-il de cette époque, de tous ces groupes, du Mouvement, du Flower Power et de l'engagement contre la guerre du Vietnam, des drogues psychédéliques et de l'ultra-gauchisme, de la libération sexuelle et du zen macrobiotique, des communautés et des universités ? Un ancien journaliste underground, reconverti dans le roman, se retrouve sur d'étranges pistes qu'ouvre l'énigme d'un meurtre. Qu'y a-t-il de gravé dans le 33 tours (le dernier) du Nazgul ? Des messages subliminaux ? la trame implacable du manège du temps ? La moral majority et le rouleau compresseur de nos sociétés ont-ils repris leurs atouts ? Que va faire Charlie, le joker de la chanson ? Un roman et une aventure passionnante où l'action et la lucidité des personnages vous maintiennent en haleine sur 400 pages ; où les acteurs comme le lecteur cherchent à savoir qu'elle est la caméra qui enregistre la réalité des émotions ou la subjectivité de la matière...

J.-L.

• Georges R. R. Martin, « Armageddon Rag » (Ed. La Découverte, 420 p., 98 F).



S Q U E

PAMPHLET CONTRE LES ANTI-TIERS-MONDISTES

Yves Lacoste est très en colère. Il a vraiment très mal pris la campagne des anti-tiers-mondistes et le retour des idées ultra-libérales. Son livre est d'abord un coup de gueule. Il s'inscrit en faux face aux partisans du « laissez-faire » et de la loi de l'offre. L'intérêt de sa colère c'est aussi de montrer les limites « hexagonales » du débat. Pour lui, à travers ces contreverses, c'est la politique de la gauche, en France, qui est visée. Or, Lacoste, en matière de Tiers monde, s'affirme favorable à l'action gouvernementale. Il est paradoxal tout de même, qu'il ait oublié le Tchad et la Kanady, enjeu fondamental actuel de la stratégie géopolitique du « prince ». Malgré cette « omission », Lacoste, qui ne décolère vraiment pas, s'en prend aussi à certains tiers-mondistes, chantres de l'apocalypse, qui, selon lui, ont tendu le bâton pour se faire battre. Ziegler, pour son livre « Main basse sur le tiers monde » et Dumont, pour la quasi totalité de son œuvre, sont ces cibles favorites. Au premier il reproche, vilainement parfois, sa religiosité et son manichéisme qui lui font écrire : « Le mouvement socialiste et ouvrier européen est devenu le plus sûr soutien du projet impérialiste... » Dumont n'est pas épargné lorsqu'il écrit : « Notre surbouffe affame le Tiers monde ». Lacoste se méfie en fait des globalités, des idées toutes faites et qui, pour spectaculaires qu'elles soient n'expliquent pas grand chose. En fait, le géographe reste un farouche partisan de la diversité du Tiers monde. Mais on attend la suite car mettre de côté l'analyse de la dépendance sous prétexte « qu'elle ne peut être cartographie », me semble un peu court. Mettons-le sur le dos de la colère de Lacoste qui consacre, dans son bouquin, une bonne part de son énergie, à réfuter les thèses de droite et d'extrême droite sur le Tiers monde. Il fallait le faire, voilà qui est fait.

V. M.

• Yves Lacoste « Contre les anti-tiers-mondistes et contre certains tiers-mondistes ». Ed. La Découverte, 144 p., 65 F.

L'ERREUR DURRUTI ?

« Tuez un salaud ! » : tel est le texte des millions d'affichettes mauves qui couvrent les murs de Paris, un beau matin. Et les

meurtres débutent... J'en dis pas plus, c'est un polar écrit par « Colonel Durruti » (pseudonyme certainement car Durruti, si mes souvenirs sont bons, était amiral de la flotte de Kronstad). Le titre du livre, c'est « Le Soviet ». Hum...

Mais c'est tout de même un polar bien ficelé. Les flics sont marrons, les rebondissements inattendus. Il y a même un petit passage, à la James Bond, qui est très cinématographique. L'humour est corrosif et le cynisme est celui qui est de bon ton dans ce type de roman.

Ce qui m'embête, c'est le mauve. Il y en a partout, du début à la fin et même entre les lignes. Et pour moi, le mauve c'est « peace and love ». Mais, peut-être, y a-t-il là une volonté délibérée de l'auteur, à travers un thème policier de faire œuvre politique. Bref, derrière les héros se cacheraient des allégories, pire des concepts... Deux bouquins en un, en somme. Voyons le second : le mauve. Un petit groupe d'avant-garde esthétisante lance et arrête, selon son bon plaisir, une vaste campagne de « nettoyage » de la France. Oh ! que ça me déplaît !... Je n'ai pas dû comprendre. Les références au situationnisme, la citation de Vaneigem, en exergue, devrait m'inciter à plus de modération. Mais non, ce soviet-là décidément ne m'est pas sympathique. Je crois que je déteste plus l'élitisme que la couleur mauve. Mais si Durruti n'a fait qu'un polar, si tout le reste n'est que décor de théâtre, on aimerait connaître la suite. Même s'il ne suffit pas de repeindre une avant-garde en mauve pour nous la rendre sympathique.

V. M.

• Colonel Durruti « Engrenage ». Collection Fleuve noir-Police, 185 p.

HUMOUR AMER

« Circulez, y'a rien à voir ! ». Ne prenez jamais cet ordre à la lettre car c'est toujours sûrement intéressant... surtout quand il s'agit du dernier recueil de dessins de Jean-François Batellier. 175 dessins réalisés entre 1981 et 1985, humoristiques, satiriques, faisant sourire ou rire souvent jaune avec leur humour noir. En tout cas, il vous en fera voir de toutes les couleurs. Couleurs politiques s'entend.

Car tout et tous passent à l'aiguise-crayon de J.-F. Batellier, de quelque bord qu'ils soient et dans tous les secteurs, politique, économique ou social ; national ou international. On le sent, il ne peut pas supporter les chefs, les beaufs, les Le Pen, l'autoritarisme, les menteurs, les marchands de canons. Serrant de près l'actualité, il fait sienne nombre de causes : contre les dictatures, pour l'antimilitarisme, l'antiracisme, les droits de l'homme... Les hommes politiques français ne sont, bien sûr, pas épargnés et on le comprend quand on sait le curieux début de carrière de Batellier.

Né en 1947 à Paris, il a commencé à exercer ses talents à Sciences-Po en 1966 et c'est sans doute son goût pour le dessin humoristique et la satire qui l'a détourné en 1970 de la voie « glorieuse » de l'ENA (heureusement pour nous). Après une expérience de journal mural autogéré et de nombreuses prestations en MJC, festivals et salons, il publie en 1973 ses premiers dessins dans « Pilote », puis travaille pour divers journaux tels « Libé », « Le Canard Enchaîné », etc. Après des expos de rue qui firent grand tapage, en leur temps, ce sera « Sans retour ni consigne » auto-publié en 1978, puis « N'en jetez plus ! » et « Y'a quelqu'un ».

Denis.

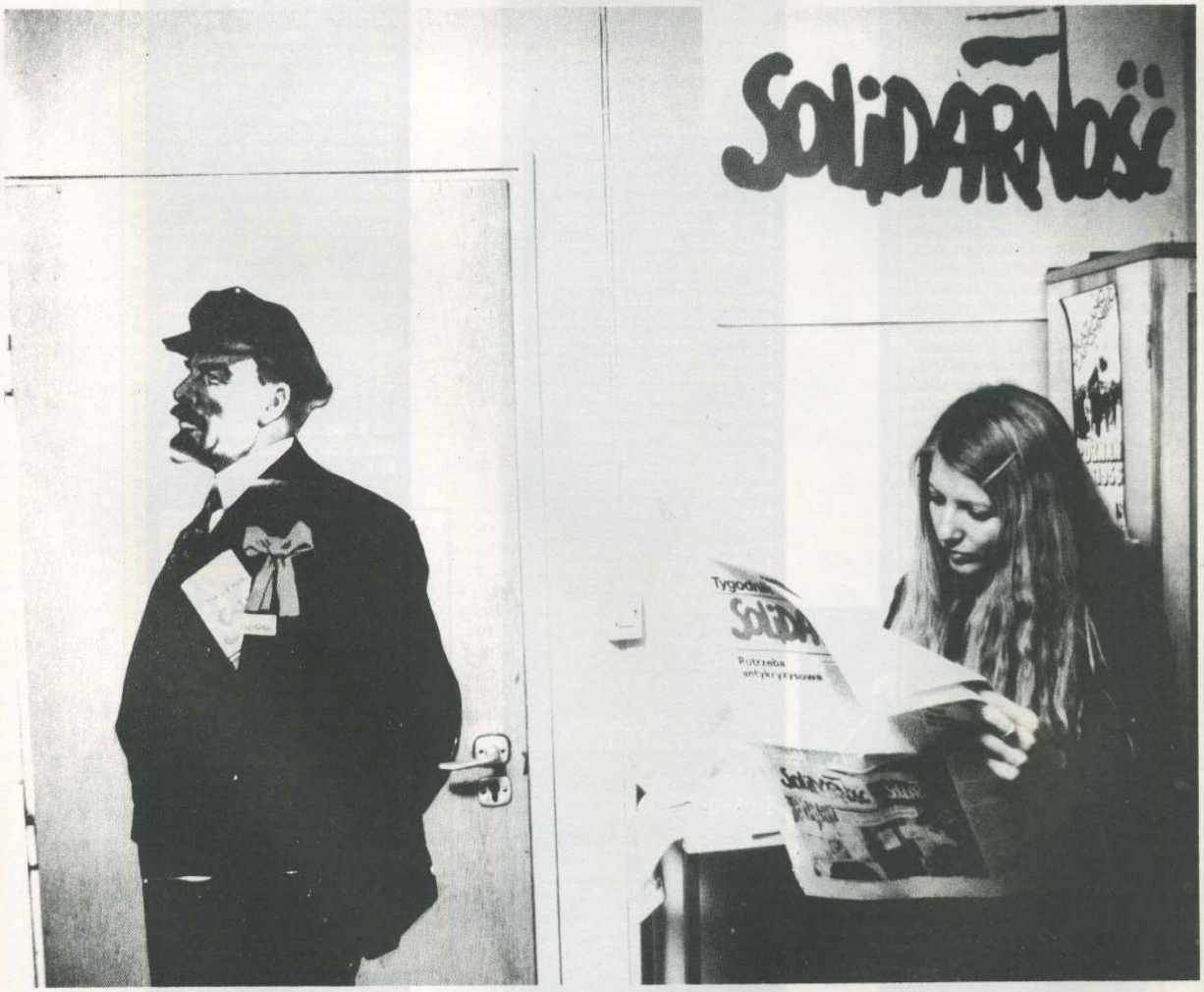
• J.-F. Batellier - Circulez y'a rien à voir ! Ed. La Découverte, 68 F.

Editions La Découverte

BRUITS DE FOND

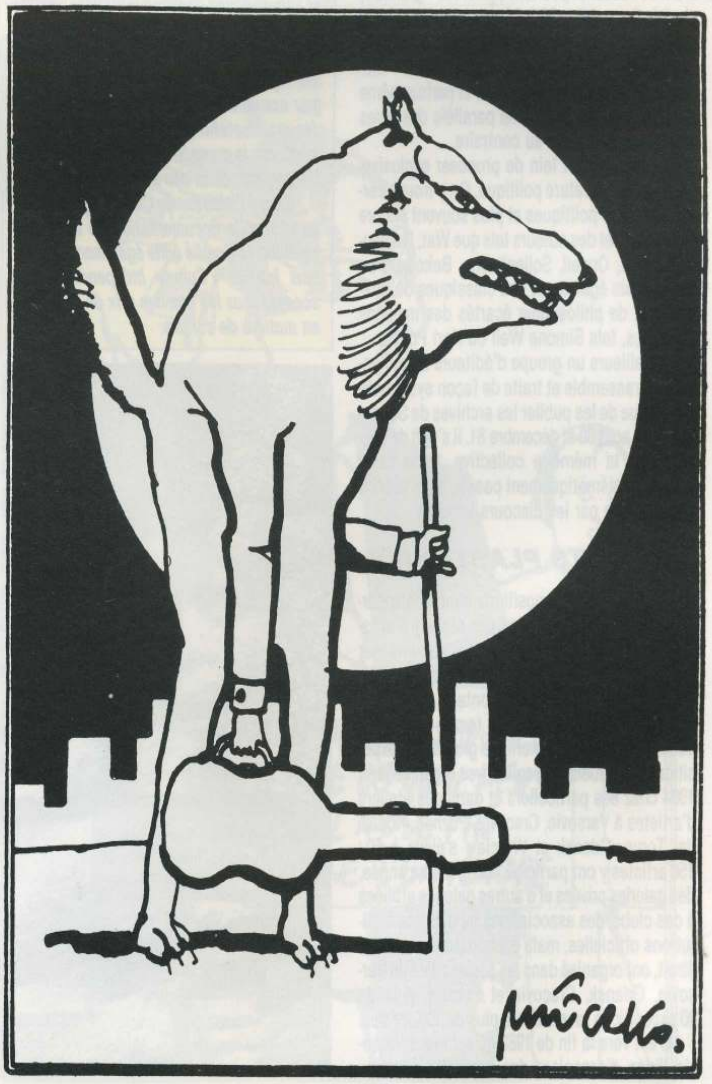
POLOGNE CULTURE SOUS CHAPE DE PLOMB

Musique, livres, cinéma, théâtre... : la culture parallèle polonaise s'écrit maintenant au présent.



Le camarade Husak : « Camarades, dans deux ans, on aura achevé la construction du socialisme et on entamera la construction du communisme ». Une voix dans la salle : « Moi je m'en fous, j'ai pas peur, j'ai un cancer ».

C'EST vrai : on ne parle plus de la Pologne. Elle a disparu des grands titres des journaux. Un peuple semble s'être volatilisé. Et pourtant, il continue de lutter : les 241 prisonniers politiques actuels en attestent. Et pourtant, il continue « clandestinement » d'exister : dans les usines, les universités, la rue... Et cette société s'empare du front culturel pour que vive l'expression libre !



LA naissance, dans les années 70, des maisons d'édition clandestines a été un événement social et culturel décisif, l'ouverture d'une brèche dans le monopole d'Etat en matière d'expression.

LA CULTURE PARALLELE

ENSUITE, durant les seize mois d'existence légale de Solidarité, ce monopole a été brisé, aussi bien dans l'édition que dans le spectacle : livres, revues, expositions, conférences et concerts se multiplient sans attendre l'autorisation de l'administration ou de la censure. Même l'édition officielle, soumise à la censure, a manifesté, sous la puissante pression sociale, une grande liberté de parole et d'initiative. Les auteurs ont vite appris à communiquer avec le public sans l'intermédiaire des institutions, et le public s'est aussi rapidement fait à ces œuvres d'un nouveau genre, textes, toiles ou enregistrements, qui exprimaient sans travestissements et sans allusions codées leurs messages.

Après le 13 décembre, le pouvoir a voulu ramener la vie culturelle dans le lit du socialisme réel. L'artiste devait à nouveau se sentir nationalisé et le public se contenter d'une culture rationnée. Pour ce faire le gouvernement a eu recours aux grands moyens : interdiction de paraître ou d'émettre pour tous les médias sauf la télévision. Tout est donc reparti de zéro dans une ambiance de « vérification », de liquidation et de représailles.

Cependant, les changements profonds intervenus dans les esprits se sont révélés irréversibles. Le public veut continuer à lire des livres et des publications non censurées, et il se trouve des gens prêts à risquer la prison pour les imprimer. Ce phénomène — la culture parallèle — n'a pas de précédent dans les pays du socialisme réel.

L'EDITION

LES maisons d'édition clandestine existent dans presque toutes les grandes villes, mais semblent particulièrement concentrées à Varsovie. Parmi elles, il faut mentionner « Nowa » qui existe depuis les années 70, « Krag », ainsi que « Przedswit », « Cdn » et

La loi martiale sera partiellement levée. On pourra bientôt se rendre à l'étranger à condition d'être âgé de 80 ans révolus et de présenter une autorisation de sortie du territoire signée par ses deux parents.

« Wdkos », créées pendant l'état de siège. A Cracovie fonctionne « Oficyna literacka » dont la production abondante est d'un très haut niveau.

A côté de ces géants on trouve une multitude de maisons plus petites, dont le nombre est difficile à évaluer. Certaines n'ont édité que quelques livres et quelques brochures mais ce qui est très important est qu'elles soient si nombreuses : ainsi la production globale est élevée, mais de plus, l'abondance et la diversification des maisons garantit leur survie. Certaines maisons vont sans doute disparaître, mais d'autres prendront de l'essor et pourront égaler les « grands », c'est-à-dire publier 30 à 50 titres par an.

Le grand prestige social dont jouit l'édition clandestine fait qu'en dépit des « chutes » inévitables de certaines rédactions et parfois même des imprimeries, le marché parallèle des livres ne rétrécit pas, bien au contraire.

Ce marché est loin de proposer exclusivement de la littérature politique. On y trouve certes des livres politiques et plus souvent encore historiques et des auteurs tels que Wat, Herling-Grudzinski, Orwell, Soljenitsyne, Bukowski ou Havel, mais également des classiques de littérature et de philosophie écartés des maisons officielles, tels Simone Weil ou Karl Popper.

Par ailleurs un groupe d'éditeurs documentalistes rassemble et traite de façon systématique en vue de les publier les archives de Solidarité entre août 80 et décembre 81. Il s'agit de sauver, pour la mémoire collective, toute cette période systématiquement passée sous silence ou déformée par les discours officiels.

LES ARTS PLASTIQUES

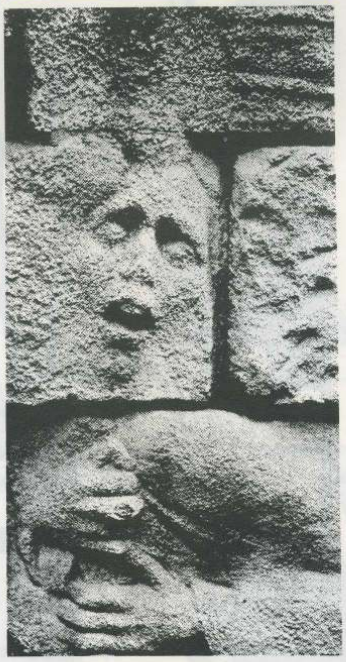
LES premières expositions dans des appartements privés et dans des ateliers d'artistes, accompagnées de discussions sur l'avenir des arts plastiques datent de juin 1982. Cette nouvelle forme de contact avec l'art, d'abord timide, s'est avec le temps étendue à beaucoup de villes. Le chiffre global des expositions individuelles ou collectives organisées en 1984 chez des particuliers et dans des ateliers d'artistes à Varsovie, Cracovie, Poznan, Koszalin, Torun, Gdansk et Wroclaw s'élève à 50 ; 150 artistes y ont participé. Cette même année, des galeries privées et d'autres galeries affiliées à des clubs, des associations ou d'autres institutions officielles, mais échappant au contrôle étroit, ont organisé dans les seules villes de Varsovie, Gdansk, Cracovie et Poznan, plus de 90 expositions rassemblant plus de 200 artistes.

C'est vers la fin de 1983 qu'est née à Varsovie l'idée d'organiser des expositions ambulantes de toiles de petit format pouvant être transportées dans une ou deux valises (d'où leur nom courant d'« expo-valises »). Deux valises peuvent contenir les œuvres d'environ dix auteurs et se promener d'une ville à l'autre.

LE COMITE DE LA CULTURE INDEPENDANTE

LA coordination des initiatives de la culture parallèle est assurée, quand et là où elle est nécessaire, par le Comité de la culture indépendante, fondé au début de l'année 1983 par des représentants de diverses disciplines et reconnu par les autorités clandestines de Solidarité. Le Comité collecte des fonds pour la culture parallèle et subventionne diverses initiatives, facilite les contacts et la collaboration entre les « maisons » respectives et se prononce sur des sujets cruciaux pour la culture polonaise (par exemple sur le boycott des médias et des manifestations officielles ou, dernièrement, sur la menace qui pèse sur les artistes engagés dans des activités parallèles).

C'est à l'initiative du Comité qu'a été créé un centre de documentation de la culture parallèle. Le Comité édite également un mensuel intitulé « Culture indépendante » et accorde tous les ans des prix de Solidarité en matière de culture.



LE THEATRE

LE souci premier des acteurs est l'authenticité et la qualité artistique du théâtre polonais. Les remarques qui suivent ne prétendent pas porter un jugement de valeur sur les spectacles joués sur ces scènes.

C'est dans les locaux des églises que se sont réfugiés certains théâtres indépendants, comme le Théâtre du Huitième Jour de Poznan et le Théâtre provisoire de Lublin. La nouvelle troupe de Wroclaw a déjà monté plusieurs spectacles qu'elle montre également dans des appartements privés, comme par exemple le procès de Wladislaw Frasyniuk. La pièce d'Ernest Bryll « Wieczernik » (« La Soirée »), jouée au printemps 1985, à l'église de la rue Zytnia à Varsovie a été un événement. Peu après la première, le pouvoir a lancé une attaque virulente contre les artistes. Ernest Bryll a été démis de ses fonctions de directeur littéraire d'une équipe cinématographique, et la troupe qui avait monté sa pièce a été mise face à un ultimatum : arrêter le spectacle ou perdre son existence légale.

Il ne faut pas oublier enfin de mentionner les petits théâtres d'appartement qui fonctionnent dans plusieurs villes.

LA MUSIQUE

LA vie musicale parallèle se traduit par des concerts dans les églises et chez les particuliers. La production de cassettes avec des chansons, des reportages, des conférences historiques, des spectacles et de la musique classique et contemporaine est en plein essor.

La production de cassettes a commencé dans les années 70. Actuellement, plusieurs maisons s'y emploient, les plus connues étant « Nowa-cassettes » et « CDN ». La première a déjà produit vingt et quelques cassettes, la seconde, une quinzaine. Chaque édition atteint un tirage de mille cassettes.

LE CINEMA

DURANT l'état de siège, un groupe de cinéastes documentalistes a filmé avec du matériel traditionnel (caméra de 16 mm), en guise de témoignages, des spectacles parallèles, des imprimeries clandestines ou des expositions. Pour des raisons techniques, ce groupe

Devinette : un avion ayant Gorbatchev et Jaruzelski à son bord a heurté une montagne de plein fouet. Dans quel pays le deuil sera-t-il le plus profond ? En Tchécoslovaquie, à cause de l'absence de Husak à bord.

n'a pas pu développer sa production, et donc ses films n'ont pu toucher qu'un public restreint. Dans la même période, dans plusieurs villes (Cracovie, Varsovie et Gdansk) des équipes travaillant avec du matériel vidéo d'amateur ou du matériel professionnel de haute qualité qui leur avait été offert, se sont constituées. Une de ces équipes a déjà tourné plusieurs dizaines de films documentaires et de reportages. Ce sont, soit des reportages sur des sujets d'actualité (par exemple la guerre des croix à Wloszczowa), soit des silhouettes d'artistes ou de militants, soit des films destinés à l'enseignement.

On a également commencé à enregistrer sur des cassettes vidéo des films qui ne passent jamais en Pologne, car trop chers ou interdits par la censure. Il s'agit aussi bien de films étrangers en version polonaise que de films polonais (fiction et documents) que le pouvoir a relégué aux oubliettes.

Le nombre de magnétoscopes est peu élevé en Pologne (surtout si on le compare à celui des Etats occidentaux) : on l'évalue à environ cent mille. Une grande partie de ce parc appartient à toutes sortes de clubs et d'institutions, y compris écclésiastiques, mais un certain nombre d'appareils se trouve entre les mains de particuliers, dont les ouvriers qui les ont achetés à l'étranger où ils ont travaillé. Leur nombre croît sans cesse et avec lui, l'intérêt pour les cassettes vidéo, ce qui ouvre de grandes perspectives de travail du cinéma indépendant.

PROBLEMES, DANGERS ET PERSPECTIVES

A LA lumière des lois actuelles (loi sur la presse ou loi sur la propagation de la culture) toute activité culturelle non autorisée est par là-même interdite, contraire à la loi et poursuivie, même si on ne peut prouver qu'elle *« calomnie le système »* ou *« incite à des troubles »*. Non content d'arrêter les imprimeurs, les éditeurs ou les acteurs, l'Etat leur fait payer les frais de procès, des amendes élevées et confisque les machines, le matériel, le papier et parfois des tirages entiers des livres. Les imprimeurs qui travaillent sur les anciennes machines de Solidarité cachées après le 13 décembre tombent en plus sous le coup de l'art. 201 du code pénal sur le *« détournement des biens sociaux de grande valeur »* (tous les biens de Solidarité ont été transférés au nouveau syndicat). La peine pour ce délit va de 5 à 25 ans de prison.

La culture indépendante de la censure et du mécénat de l'Etat est relativement étendue bien qu'inégalement répartie. Les petites villes par exemple et une grande partie des campagnes ne sont pas touchées par ce mouvement. D'un autre côté, la culture parallèle bénéficie déjà d'un vaste public qui lui est acquis et qui est très actif. Un livre clandestin atteint en moyenne un tirage de 4 mille exemplaires, et chaque exemplaire trouve de nombreux lecteurs. Les expositions indépendantes attirent un public très dense, et les soirées rassemblent parfois plusieurs milliers d'auditeurs.

En dépit de l'appauvrissement de nombreuses couches sociales, notamment de l'intelligentsia, les gens ne se font pas prier pour contribuer à l'épanouissement de la culture parallèle. Ils considèrent qu'il est primordial que ces activités ne cessent pas. Ainsi est né une sorte de mécénat social qui pourrait assurer à la culture parallèle une solide base matérielle s'il ne se heurtait pas à des lois draconiennes et à des menaces de représailles. □

Extraits d'un rapport sur la culture, publié par le Bulletin d'Information « Solidarnosc », 5 rue Mayran, 75009 Paris.

1er MAI 1906

A PARTIR DU
1er MAI 1906,
faire plus de HUIT HEURES
SERA TRAHIR LA CAUSE OUVRIÈRE

L'EXPLOITÉ faisant plus de
HUIT HEURES
s'ABRUTIT par le travail

PLUS LA
JOURNÉE EST COURTE
PLUS LE
SALAIRE EST ÉLEVÉ

LA QUESTION DES HUIT HEURES

La Bourse du Travail de Paris s'orne d'une immense banderole rouge : « A partir du 1er mai 1906, nous ne travaillerons que 8 heures par jour ».

JAMAIS mouvement d'une telle ampleur n'avait été préparé aussi systématiquement. On était alors bien loin de la foire du muguet, bien loin de cette « fête du travail et de la concorde sociale » instaurée, en 1941, par le maréchal Pétain. En ce 1er mai 1906, la revendication des 8 heures était associée à ce formidable moyen de lutte qu'est la grève générale. Le mouvement ouvrier prenait alors conscience de sa force. Dans l'action et par l'action. Directe.

A l'aube du XXe siècle, les deux grandes tendances du socialisme français viennent de s'unifier pour créer la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO). Les plus réformistes doivent se soumettre aux décisions prises au Congrès d'Amsterdam, décisions qui s'apparentent à une condamnation de la politique de collaboration de classes. incarnée par Jaurès. L'alliance du radicalisme et du socialisme qui avait suivi l'Affaire Dreyfus n'est plus de saison. Et, en accédant au pouvoir, Clémenceau va ancrer sa majorité à droite.

Nous sommes surtout aux heures de gloire du syndicalisme révolutionnaire. Fondée au Congrès de Limoges, en 1895, la Confédération Générale du Travail n'est venue réellement au monde qu'à Montpellier, en 1902 : la Fédération des Bourses du Travail s'y est incorporée. Porteuse d'un syndicalisme de classe, la C.G.T. connaît alors une rapide croissance ; influencée par de fortes personnalités anarcho-syndicalistes, elle attend la révolution sociale de la grève générale. La revendication des 8 heures va lui être l'occasion de mener un mouvement d'une ampleur exceptionnelle.

LA CATASTROPHE DES MINES DE COURRIERES
Les corps des victimes sont amenés au jour

DU « PERE PEINARD » A LA « VOIX DU PEUPLE »

EN ce début de siècle, la durée du temps de travail est longue, très longue. Il a fallu attendre 1900 pour qu'une loi la limite à... 10 heures pour les femmes et les enfants, 12 heures pour les hommes. Et ce, en théorie !

Reprenant la tactique des ouvriers américains qui, en 1886, étaient parvenus à imposer les 8 heures, les syndicalistes français ambitionnent de faire du 1er mai une journée de lutte pour la réduction du temps de travail. Ils renouent, ce faisant, avec la tradition guesdiste des années 1890.

Plus que d'autres, le *« gniaff »* du « Père Peinard » était bien conscient que les autorités politiques *« se foutaient »* autant des 8 heures *« que bibi d'une croix d'honneur »*. Emile Pouget n'en fut pas moins l'un des principaux artisans de ce mouvement. Dès 1897, il écrivait : *« Eh foutre, décrocher les 8 heures n'est pas si cotonneux qu'on voudrait nous le faire croire, ce n'est pas la mer à boire ! Seulement, le joint n'est pas*

« ... que les charognards mettent les pouces ! »

MANIFESTATION DU 1er MAI A PARIS
Une Arrestation mouvementée Hélio. E. Le Delay, Paris

de nommer des députés socialos et d'attendre, en suçant nos pouces, que ces bouffe-galette aient pondu une loi limitant la journée de travail à 8 heures. (...) Y a pas à torpiller, c'est un mauvais système que d'attendre que les alouettes nous tombent rôties du ciel gouvernemental ! Le jour où nous voudrons fermement les 8 heures, nous n'aurons qu'à nous entendre et à quitter l'atelier et les usines, une fois huit heures de travail accomplies. Ce jour-là, il n'y aura pas d'erreur. Ni patrons, ni gouvernements, n'ayant assez de puissance pour nous faire travailler cinq minutes de plus, il faudra bien que les charognards mettent les pouces. »

Dans « La Voix du Peuple » qu'il fonde par la suite, l'excellent propagandiste qu'est Pouget poursuit inlassablement son œuvre. Sensible aux critiques de militants anarchistes qui ne croient pas à la possibilité d'une amélioration du sort de l'ensemble des travailleurs tant que durera le capitalisme, et non moins critique vis-à-vis du recours aux pouvoirs publics qu'implique le vote d'une loi, Pouget persiste. Et signe : *« La journée de 8 heures n'est pas un idéal. C'est une étape. Franchissons-là. Il est nécessaire de ne jamais perdre de vue que le but de l'action ouvrière est l'émancipation intégrale ; mais il est aussi indispensable de ne pas se désintéresser du présent et de s'efforcer toujours d'améliorer nos conditions actuelles d'existence. Entre les réformes immédiatement réalisables, la journée de 8 heures est une des meilleures. Marchons à sa conquête ! N'attendons pas que les gouvernants nous l'octroient (...) Fixons-nous une date et proclamons qu'à partir du jour que nous aurons choisi, pour rien au monde, nous ne consentirons à faire plus de 8 heures. »* (« La Voix du Peuple », 1er mai 1901).

UNE DEMARCHE VOLONTARISTE

LA Bourse du Travail de Paris s'orne d'une immense banderole rouge : *« A partir du 1er mai 1906, nous ne travaillerons que 8 heures par jour. »* Ainsi en a décidé le Congrès confédéral de la C.G.T. réuni en 1904 à Bourges. Comme le relèvera l'historienne Madeleine Reberioux, la formule est, bien sûr, chargée de sens multiples : *« souhait ou espérance pour les plus modérés, décision derrière laquelle se profile la grève générale pour Pouget ou Duberos, les premiers pères du 1er mai 1906, appel à la combativité pour le secrétaire général de la Confédération Griffuelhes. »*

L'objectif est concret, précis et unificateur. La centrale ouvrière de la rue du Château-d'Eau s'efforce, deux ans durant, de canaliser tout l'effort syndical vers cette revendication : *« Nous ne ferons plus que huit heures par jour »*. La formule revient dans chaque numéro de l'hebdomadaire de la C.G.T., « La Voix du Peuple ». Des centaines de milliers d'affiches sont collées, 400 000 tracts distribués. Les correspondances sont tamponnées de ce mot d'ordre et des étiquettes, larges comme deux doigts, apposées sur les trains, les tramways, sur les vitrines des magasins et autres tables des cafés : il y en aura six millions de collées. Articles de presse, chanson des 8 heures sur l'air de l'« Internationale », tournées de conférences, brochures spéciales éditées jusqu'à 150 000 exemplaires,... la Comission des 8 heures créée par le Congrès de Bourges met tout en œuvre pour faire vivre le mot d'ordre.

LA VEILLEE D'ARMES

ENTHOUSIASMÉ par cet objectif, le mouvement ouvrier fait montre d'un dynamisme exceptionnel. Il n'y a qu'un pas du comité de grève au syndicat et la formidable vague de grèves qui marque la période voit les organisations ouvrières croître de façon remarquable. En deux ans, de 1904 à 1906, le nombre des Bourses du Travail passe de 110 à 135, presque toutes adhérentes à la C.G.T. ; le nombre de syndicats confédérés passe, lui, de 1 792 à 2 339.

A l'approche du terme fixé à leur campagne, les ouvriers voient les socialistes unifiés mener parallèlement une action en faveur des 8 heures. L'ancien communard Edouard Vaillant, devenu député, dépose même sur le bureau de l'Assemblée une proposition de loi en 17 articles réduisant la journée de travail des adultes à 8 heures, celles des ouvriers et des ouvrières de 16 à 20 ans à 4 heures.

N'en déplaise aux réformistes, la campagne prend une allure de plus en plus radicale. Les grèves se multiplient, particulièrement à la suite de la catastrophe de Courrières qui, le 10 mars, tue plus de 1 100 mineurs. Le nouveau ministre de l'Intérieur Georges Clémenceau, fait, contrairement à ses engagements, occuper le bassin minier par 20 000 hommes de troupe. A Paris même, nombre de vieux métiers sont en grève dès avril. La tension monte. Tout laisse penser que la classe ouvrière et la bourgeoisie mobilisent leurs forces en prévision d'une lutte qui s'annonce décisive.

Venu de la gauche, celui qui s'intitule lui-même *« le premier des flics »* n'a pas caché que son parti était pris. Recevant une délégation de la C.G.T., Clémenceau a tenu des propos d'une clarté exemplaire : *« Vous êtes derrière une barricade, moi je suis devant. Votre moyen d'action c'est le désordre. Mon devoir, c'est de faire de l'ordre. Mon rôle est de contrarier vos efforts . »* Et il va sans nul doute s'y employer.

LA GRANDE PEUR

LA C.G.T. est désormais considérée comme un adversaire redoutable par les tenants de l'ordre établi. La presse à sensation contribue à répandre la panique dans les beaux quartiers. A l'approche de l'échéance, des capitaux commencent à être transférés en Belgique. Bientôt, les magasins d'alimentation sont pris d'assaut, des stocks sont constitués. L'on voit même des écuries de superbes bâtisses loger désormais des vaches et des lapins. Certains bourgeois filent en province, d'autres à Londres, où les trains venant des côtes de la Manche ont été doublés par suite de l'affluence des fuyards. A Genève, des hôtels

« La panique dans les beaux quartiers. »

sont pleins de familles arrivées de Paris avec de nombreux bagages. Quant aux bourgeois restés sur place, ils se calfeutrent dans leurs demeures. L'on voit même des patrons fortifier leurs usines...

Un grand frisson secoue l'échine des notables et autres mondaines. Le ministre de l'Intérieur en profite pour multiplier perquisitions et arrestations. Le 30 avril, un bonapartiste connu est arrêté en même temps que le secrétaire général et le trésorier de la C.G.T., Griffuelhes et Monatte. Le « Tigre » manifeste un goût prononcé pour la machination policière et invente... un complot « anti-républicain » commun à l'extrême-droite et à l'extrême-gauche ! Du complot, il ne sera plus rapidement question : le dossier du procureur de Béthune, chargé de l'affaire, restera vide. Mais le gouvernement aura pu, un temps, assimiler à des ennemis de la République les ouvriers luttant pour leur émancipation.

VIVRE, PAS SEULEMENT SURVIVRE !

La Conférence des Fédérations avait, le 6 avril, invité *« les travailleurs à participer, le jour du 1er mai, à un chômage de solidarité qui (soit) une manifestation de la puissance d'action du prolétariat organisé »*. Les organisations avaient le choix entre deux tactiques : *« Ou bien la cessation du travail la huitième heure accomplie, ou bien l'arrêt complet du travail, le 1er mai, jusqu'à satisfaction »*.

Le jour tant attendu, Paris ressemble à une ville en état de siège. Quelques 50 000 soldats et gardes républicains tiennent le pavé, interdisant tout rassemblement, notamment autour de la place de la République, proche de la Bourse du Travail. Il y a bien des manifestations dans les rues avoisinantes, des affrontements, des centaines d'arrestations, des blessés. Pas, à proprement parler, de troubles graves. De violents incidents se produisent, en province, à Brest, Bordeaux, Nice. Sans commune mesure avec l'insurrection redoutée par les autorités.

Côté grève, le « chômage » traditionnel a été fortement accentué. Les terrassiers, puisatiers, maçons du Métro en construction s'octroient les 8 heures en cessant le travail au moment fixé. Les charpentiers, les ébénistes se mettent en grève, tandis que bijoutiers et ouvriers du Livre se lancent dans l'action. Au total, quelques 150 000 grévistes, auxquels s'ajoutent les 50 000 métallurgistes du département de la Seine.

On est loin de la grève générale, même si le mouvement se prolonge au lendemain du 1er mai, parfois très durement : 21 grèves ont une durée supérieure à cent jours. 438 000 grévistes sont dénombrés cette année-là, un record non battu jusqu'à la guerre. 64% d'entre eux relèvent des conflits touchant la réduction du temps de travail à l'occasion du 1er mai. La plupart de ces luttes se soldent pourtant par un échec. A peu près seuls, les typographes obtiennent alors la journée de 9 heures.

UNE REVOLUTION MANQUEE ?

Le mouvement du 1er mai 1906 a échoué en ce sens que la classe ouvrière a été dans l'incapacité d'imposer la journée de 8 heures (elle ne sera légalisée qu'en avril 1919). Les résultats obtenus sont pourtant loin d'être négligeables. Ils se traduisent tantôt par une augmentation de salaires, tantôt par une réduction sensible de la journée de travail. Et la bourgeoisie doit très rapidement concéder le vote de la loi du 13 juillet 1906, qui rend obligatoire le repos hebdomadaire.

Faut-il alors voir dans cette campagne d'action une révolution manquée ? Certes non. D'abord, parce que les résultats médiocres de la souscription spéciale, le refus de certaines fédérations (textile, par exemple), les objectifs plus « raisonnables » fixés par d'autres (le Livre) attestent que l'organisation de cette échéance n'a mobilisé ni toute la classe ouvrière, ni même toute la C.G.T. Ensuite, parce que l'objectif des leaders était sans ambiguïté. Paul Delesalle, qui était le secrétaire de la Commission des 8 heures, précisait alors : *« La question des 8 heures ne doit être envisagée par nous que comme un tremplin destiné à intensifier pendant un certain laps de temps la propagande. Ce n'est surtout là qu'un prétexte à action et agitation, un moyen de tenir les esprits en éveil. »* (« Les Temps Nouveaux », le 14 janvier 1905).

Jamais une campagne d'action d'une telle ampleur n'avait été préparée avec autant de soin par la classe ouvrière. C'est pendant cette veillée d'armes que les syndicalistes révolutionnaires en vinrent à considérer leur groupement, la C.G.T., comme l'organisation qui, par ses seules forces, était capable de mener le prolétariat à son émancipation. Comme le notera Maurice Dommanget dans son admirable « Histoire du Premier Mai » : *« Il est incontestable que la conscience de classe des travailleurs s'est considérablement renforcée, leur espérance, leur cohésion aussi. Ce n'est pas là des résultats que les statistiques les mieux faites peuvent déceler. »* Cinq mois à peine après ce 1er mai mémorable, ce sera, le 8 octobre 1906, le Congrès d'Amiens, où le syndicalisme se définira lui-même en tant que mouvement autonome ouvrier. □

Michel Auvray

Le 1er mai 1906, rassemblement devant la Bourse du Travail, pour les huit heures.

« 50 000 soldats et gardes républicains. »

MEGAPHONE

Heureusement : toujours les antimilitaristes. Espoir : d'autres espaces commencent à bouger. Un léger frémissement du monde espéré.

TOUT FRAIS ET TOUT NEUF

Coup double pour le « Ramassis » : un numéro spécial sur la militarisation de l'enseignement et un auto-collant contre la Marseillaise à l'école (et ailleurs). On peut obtenir tout cela contre espèces sonnantes et trébuchantes auprès de l'ARMS, Maison des Associations, Le Nil, Route de Bordeaux, 16000 Angoulême.

ON S'AFFICHE

En vue de réaliser une exposition d'affiches sur le thème de la paix, à l'occasion de l'Année internationale de la paix, le C.D.R.P.C. lance un appel à tous ceux et celles qui disposent d'affiches sur ce thème. Pouvez-vous les envoyer à notre adresse et joindre à chaque document, en quelques lignes, la date, le contexte et le tirage (si possible). Une fois mise en place, l'exposition sera tournante en fonction des demandes. Merci de nous aider, C.D.R.P.C., BP 1027, 69201 Lyon Cedex 01.

TROP, C'EST TROP !

Bruno Sanchez, l'un des animateurs du journal libertaire de Bayonne « Emancipation », vient d'être condamné par le tribunal de Versailles à 8 mois de prison ferme. Par ailleurs, Bruno, insoumis total, avait été condamné en octobre 85 à 6 mois de prison pour insoumission, sans être convoqué au procès, ni informé de la peine. Au total, 14 mois ferme pour délit d'opinion ! On doit lui écrire : Bruno Sanchez-Martin, Maison d'Arrêt, cellule B 110, écrou 22875, 5 bis, rue Alexandre-Turpault, 78395 Bois-d'Arcy Cedex. On peut aussi signer la pétition d'"Emancipation", BP 181, 64105 Bayonne Cedex.

... ABREUVE NOS SILLONS

L'Union Pacifiste de France vient de sortir un disque 33 tours en hommage à P'tit Louis, Louis Lecoin, le premier des objecteurs de conscience. Quatre titres chargés d'humanité et d'humour parfois grinçant, mais pleins de drôlerie face au cléricalisme et au militantisme : « P'tit Louis », « La java vulgaire », « Le plancher des vaches », « Deux tiers d'eau », par Roland Hénaut et Elisabeth Gillet. Ce disque est vendu 45 F (ou 35 F par lot de dix) en s'adressant à l'UPF, 4, rue Lazare Hoche, 92100 Boulogne. Pour contacter les auteurs-interprètes, dont le répertoire permet d'animer une soirée spectacle : Roland Hénaut, 7, rue des Myrtilles, 36130 Déols, tél. 54 35 15 66. Enfin, signalons la sortie du numéro spécial d'Union Pacifiste sur « Insoumission-Objection 83-85 » avec la participation de Michel Auvray, J.-J. de Felice, Denis Langlois, Pierre Martial et Cabu.

L'ANARC-EN-CIEL

Toulouse a enfin sa librairie libertaire : « L'Anarc-en-Ciel », est ouverte depuis quelques mois. Elle diffuse et soutient toutes les expressions du courant anti-autoritaire, luttes d'aujourd'hui et utopies de demain. Son assortiment, qui croît de jour en jour, s'étend des ouvrages théoriques aux romans, de la BD aux livres pour enfants, en français et langues étrangères. Livres neufs, d'occasion et neufs à prix réduit.La librairie se donne pour objectif de parvenir à financer les activités de l'associaiton : bibliothèque, édition et réédition d'ouvrages rares, services de traduction, écrivain public, boutique de droit... Une première rencontre-débat vient même d'être organisée avec Alexandre Skirda, autour de la réédition de son « Makhno, le cosaque de l'anarchie ». Voilà un sympathique lieu à faire vivre. C'est ouvert de 10 à 20 h, sauf le lundi ; le dimanche de 10 à 13 h. L'adresse ? « L'Anarc-en-Ciel » est au 7, rue Arnaud-Bernard, 31000 Toulouse. Tél. 61 23 36 08.

S.O.S. POGNON

Au nom de la solidarité qui est de coutume dans nos milieux, et à laquelle nous n'avons pas manqué, « Le Libertaire » s'adresse à vous pour vous faire part des difficultés qu'il traverse et faire appel aux moyens de les vaincre. Abonneement : 50 F les 10 numéros et vente de diverses brochures. « Le Libertaire », 25, rue Dumé d'Aplemont, 76600 Le Havre.

ECRASONS MAMMOUTH

L'Union locale de Toulouse de la C.N.T. dénonce la répression anti-syndicale menée par la direction de Mammouth-Gramont pour imposer un plan de restructuration qui consiste en suppressions d'emplois et remises en cause des conditions de travail. La C.N.T. dénonce les sanctions, les intimidations individuelles, les mutations arbitraires, les mises à pied... Aujourd'hui, la direction a tranchi un pas de plus en licenciant un militant de la C.N.T. Aussi, pour que la liberté d'expression syndicale et les droits des travailleurs cessent d'être bafoués à Mammouth, la C.N.T. appelle au boycott du magasin pour faire pression sur la direction. C.N.T., Bourse du Travail, 3, rue Merly, 31000 Toulouse.

LES OBJOS PASSENT AU ZENITH

A Montpellier deux objos, Gérard Caro et Jean-François Mazeran se sont insoumis et on attend les dates des procès. Mais leur comité de soutien ne reste pas inactif : perturbation de la cérémonie inaugurale du Zénith (banderoles, slogans et tracts), présence au concert d'Higelin au cours duquel celui-ci a exprimé sa solidarité, etc. On peut et doit les contacter : Gérard Caro, 18, rue de la Garenne, 34000 Montpellier. A Rouen, c'est le groupe UPF qui se mobilise pour soutenir l'insoumis Eric Hebert, en organisant une semaine de soutien à tous les réfractaires à l'armée : UPF, BP 58, 76160 Darnetal.

LES POSTIERS SONT SYMPAS

Le syndicat CNT-PTT Région parisienne tient une permanence tous les lundis de 18 h 30 à 20 h et une assemblée générale les 1er et 3e mercredis de chaque mois à 20 h 30 au 33, rue des Vignoles, 75020 Paris, Métro Avron ou Buzenval.

IL NOUS FAUT DES SESTERCES

Le C.P.C.L. (Centre de propagande et de culture libertaire), créé en 1983, est une association regroupant des militants et sympathisants de tous poils. En décembre 83, il ouvre un local comprenant une librairie et un centre de documentation. C'est aussi le point de rencontre d'un nombre croissant d'individus, un relais pour les comités de soutien antimilitaristes, les groupes lycéens et les groupes militants, et un lieu où de nombreux débats ont été organisés. Mais, si leur situation financière ne s'améliore pas, il leur restera un local, des forces militantes, un tas de projets, mais pas de sous pour les concrétiser. Alors, on peut leur donner un coup de main financier : C.P.C.L. 56, rue Poullain-Duparc, BP 2571, 35036 Rennes Cedex.

LES ZETUDIANTS ZANARS

Après l'échec des grèves de 1983, sur les facs, un certain nombre d'étudiants ont voulu en tirer les leçons. Il fallait un travail d'implantation et de réflexion afin de ne plus laisser aux partis et aux bureaucrates des syndicats étudiants le pouvoir de freiner toute contestation. Cette action continue, notamment au travers de la revue « Anarfac » et des collectifs de la Coordination Libertaire des Etudiants Anarchistes (C.L.E.A.). En marge de ces activités, le groupe Flores Magon de la Fédération Anarchiste a publié une brochure sur l'université. On peut certainement se la procurer auprès de Anarfac/Clea, 145, rue Amelot, 75001 Paris.

QUOI, MA GUEULE ?

Séjournant à Venise à la fin septembre 1984, on ne pouvait manquer de tomber, tôt ou tard, sur des milliers de touristes d'un genre particulier : c'étaient des anarchistes venus de toutes les parties du monde pour une rencontre internationale. Cette rencontre voulait être à la fois une fête, un colloque et l'affirmation d'une identité. De là est né un livre, pour refléter des visages, des gestes, des mots, des émotions. Il est réalisé en cinq langues, cinq éditeurs y ont collaboré. Album de famille, reportage ethnographique document historique, il montre les cent visages du peuple de l'anarchie, en 280 photos. On peut commander « Ciao anarchici » contre 100 F port compris à l'A.C.L., 13, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

AGORA

25 francs de liberté

agora libertaire
bp 3098
31026 Toulouse cedex